



Contributions des membres du PFBC sur les thématiques prioritaires à promouvoir dans le courant des années 2020-2021

Synthèse (Septembre 2020)

Au cours du premier semestre de l'année 2020, la facilitation allemande du PFBC a organisé une série de rencontres et d'échanges avec les partenaires du PFBC membres des différents collèges d'acteurs, en vue d'une part de leur présenter [la feuille de route de la facilitation allemande pour la période 2020-2021](#), et d'autre part de recueillir les commentaires des partenaires sur cette feuille de route, ainsi que leurs attentes et leurs suggestions en ce qui concerne les priorités à promouvoir dans le cadre du PFBC lors de la facilitation allemande (2020 -2021). Ces contributions originales des partenaires du PFBC sont particulièrement importantes dans la perspective des prochaines conférences majeures sur l'environnement qui se tiendront à l'échelle internationale dans le courant de la deuxième année de la facilitation allemande, en 2021.

Le présent document fournit une synthèse des contributions transmises à l'équipe de la facilitation par les membres du partenariat. Synthétisées sous forme de tableau dans les pages qui suivent, ces contributions reflètent bien entendu la diversité du PFBC : elles sont à la fois nuancées, complètes et spécifiques aux [diverses catégories d'acteurs qui composent les collèges du partenariat, qui compte aujourd'hui 119 membres](#). Mais elles constituent par ailleurs une excellente illustration de l'intensité et de l'originalité des attentes de ces 119 membres, et mettent en évidence la valeur ajoutée que ces attentes pourraient avoir en vue d'orienter les travaux et les décisions qui seront prises lors des prochaines échéances internationales.

La synthèse présentée dans le tableau est construite en reprenant la structure du questionnaire technique que la facilitation a transmis à tous les collèges et à tous les membres du PFBC au début de l'année 2020. Pour rappel, la structure de ce questionnaire a été construite sur une articulation aux principaux processus institutionnels en cours à l'échelon international d'une part (CBD et UNFCCC), ainsi que sur plusieurs autres thématiques transversales susceptibles d'avoir un impact important sur les perspectives de gestion durable des forêts du bassin du Congo :

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées

1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, page 03
À la gestion de la faune, et à l'implication des communautés locales

Processus CCNUCC : Forêts et climat

2. REDD+ et au-delà page 04
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts page 06
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés page 08

Utilisation durable des terres et autres thématiques pertinentes pour les forêts du bassin du Congo

5. Utilisation durable des terres page 10
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité page 11
7. Autres thématiques jugées importantes par les partenaires du PFBC page 13

En ce qui concerne la gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées (et donc les futures négociations dans le cadre de la CBD), les membres du PFBC reconnaissent dans leur immense majorité que l'implication des communautés locales constitue un objectif impératif qu'il convient d'améliorer encore sensiblement sur le terrain. Beaucoup de membres considèrent que le CLIP devrait être appliqué de manière systématique et incontournable, et tous reconnaissent que l'absence d'incitants économiques pertinents pour les communautés locales impactées par la création ou par la gestion d'aires protégées existantes menacera à terme la viabilité de ces AP. Il est impossible qu'une approche restrictive s'impose si elle n'est pas accompagnée d'une approche de création de réelles opportunités de développement. Les AP doivent avant tout bénéficier aux communautés locales, les autres objectifs (de conservation) sont tributaires de ce 1^{er} résultat.

La législation relative à la conservation devrait être revue pour garantir, en droit, que les bénéfices liés de la préservation de la faune reviennent en droit aux communautés riveraines (que ce soit les maigres revenus liés au tourisme dans les AP du bassin du Congo, ou de manière potentiellement plus importante via des paiements pour services environnementaux associés à la bonne gestion des aires protégées).

Une approche par les droits de l'homme est souhaitable pour promouvoir la protection de la biodiversité. Elle implique cependant, pour la majorité des membres du PFBC, que trois conditions préalables sont remplies : i) les parties prenantes sont mieux formées à toutes les composantes des droits de l'homme ; ii) des mécanismes de plainte publics sont opérationnels ; iii) des stratégies objectives et efficaces de lutte contre les réseaux de braconnage sont en place (ce qui signifie que les « exécutants » du braconnage ne doivent plus poursuivis et pénalisés en lieu et place des organisateurs et bénéficiaires des réseaux).

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées							
1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, à la gestion de la faune, et à l'implication des populations locales							
	Comment optimiser la gestion des aires protégées pour encourager l'acceptation et l'appropriation par les communautés locales ?	Quelle approche de la conservation de la nature fondée sur les droits de l'homme ?	Quelles meilleures pratiques pour intégrer les communautés (CL et PA) dans la gestion des AP et des zones tampons ?	Comment générer des avantages économiques durables aux communautés riveraines ?	Quels avantages additionnels (infrastructures, santé de base, sécurité) sont indiqués pour les communautés riveraines ?	Quels bons exemples de coordination pour la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages ?	Quelles options pour garantir le financement à long terme des aires protégées ?
Contributions des membres du collège de la société civile							
REFADD	Consultation lors de la création de l'AP, de la formulation du PA, en mettant en exergue les droits, devoirs et avantages pour les CL. PPP et financements carbone doivent en tenir compte	Importance de la formation juridique des bénéficiaires et des gestionnaires Importance de mécanismes de compensation clairs et justes (doivent être un droit de l'homme)	Les mécanismes de création et gestion des aires protégées communautaires, la gestion orthodoxe des réserves de biosphères, la création des aires marines protégées sont des modèles de gestion des AP qui favorisent l'intégration des groupes communautaires locaux et autochtones dans la gestion de la faune, des aires protégées et des zones tampon.	La promotion et l'organisation de l'éco-tourisme avec implication de la population dans les différentes activités que déploie cette filière La structuration des organisations paysannes et leur facilitation d'accès aux crédits et autres renforcements de capacités La mise en place des fonds fiduciaires communautaires pour la conservation L'entrepreneuriat féminin, (collecte organisée des PFNL, la transformation, la conservation et la commercialisation).	L'accès à l'éducation et à l'instruction, la formation aux métiers, l'amélioration de la santé de la population, le prolongement de l'espérance de vie, l'accès aux facilités de la civilisation moderne (énergie électrique, eau potable, moyens de communication...), la reconnaissance de leurs valeurs culturelles, la réduction de la pénibilité des travaux surtout en faveur des femmes, le contrôle de la natalité, la réduction de la morbidité et de la mortalité	Constituer des réseaux de constat du trafic international d'espèces sauvages, de dénonciation et de complicité à la riposte et au démantèlement des réseaux de braconnage, de remontée d'information, de plaidoyer et de lobbying auprès des Gouvernements ainsi que d'autres organisations multilatérales et conventions Le mécanisme d'alerte au trafic illicite (plateforme électronique) mise en place par TRAFFIC	Les Fonds fiduciaires Le Partenariat Public-Privé (gestion délégué) Les mécanismes d'aide au financement des forêts par l'initiative REDD+ Les aires marines protégées AMP (non encore fonctionnelles en Afrique centrale) ... Développement du tourisme (y compris le tourisme communautaire)
CEFDHAC Rwanda	Associer les PA à toutes les décisions, vulgariser et rendre disponibles les PA et les PG pour faciliter leur appropriation locale	Besoin d'une législation plus participative que policière Les bénéficiaires de la conservation doivent légalement revenir aux bénéficiaires	Miser sur la conservation communautaire Octroyer les emplois dans les aires protégées jusqu'à recruter même les anciens braconniers comme des gardes des parcs.	Mettre en œuvre de meilleures politiques axées sur le partage des revenus issues des AP (tourisme) avec les populations riveraines	Financement de projets communautaire (infrastructure sociale) à travers les ristournes touristiques et autres	Nécessité d'un meilleur partage rapide d'information sur cette action notamment les dangers de ce trafic, les espèces beaucoup plus visées et les zones à risques, etc... Le partenariat et la cohésion des acteurs à travers des organisations communes, des concepts communs et autres (COMIFAC, CEAC, CEMAC, CEPGL, EAC, FLEGT, etc...).	Existence de plans d'aménagement et de gestion pour une période (5 ou 10 ans) avec contribution financière nationale.
Contributions des membres du collège des ONG internationales							
AWF	Situation de conflit structurelle entre PA et PACL (les lois ne sont pas favorables à la reconnaissance des droits fonciers coutumiers). Il faut faire en sorte que CLIP devienne une réalité. Et transférer responsabilités et pouvoir de décision aux PACL Les AP doivent être opportunité pour PACL, et pas une restriction	Des outils pour l'amélioration du cadre juridique de la conservation dans les AP existent. Il faut renforcer les compétences et connaissances des agents en matière des droits de l'homme Il faut une politique zéro tolérance pour les abus en matière de LAB Ces problèmes seraient diminués si les savoirs traditionnels étaient davantage intégrés dans les modes de gestion des AP	Réserve Naturelle d'Itombwe : renégociation participative et inclusive : statut, limites et mode de gestion Il faudrait faire plus, mais la procédure est longue et coûteuse, vu les faibles capacités des communautés locales	CDV des PFNL	Accès accru aux services écosystémiques – PFNL, matériaux de constructions, terres arables, eau potable ; Compensation pour la destruction de champs par la grande faune ; Disponibilité (et accessibilité) des services de santé de base en proximité Écoles et centres de formation de proximité ; Disponibilité du transport (infrastructure routière) Accès à des fonds d'investissement, micro-crédits pour le développement d'activités « non-vertes » De sécurité renforcée par la présence de l'armée et le service de conservation	Collaboration avec des Forces Armées : risqué Collaboration avec les milices inféodées à l'autorité traditionnelle : risqué Il y a en général un énorme déséquilibre des efforts, financements et priorités vers les éléphants, rhino et (tigre en Asie) Impliquer les différents services sectoriels dans la criminalité faunique à travers de formations des magistrats, militaires, policiers, agents de la Régie des voies Aériennes, de Douanes de l'Office Congolais de Contrôle Interpol et autres du niveau national et des provinces	Exploitation durable, non industrielle des RN (catégorie IV) dans les AP Développer le secteur du tourisme de façon holistique

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées							
1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, à la gestion de la faune, et à l'implication des populations locales							
	Comment optimiser la gestion des aires protégées pour encourager l'acceptation et l'appropriation par les communautés locales ?	Quelle approche de la conservation de la nature fondée sur les droits de l'homme ?	Quelles meilleures pratiques pour intégrer les communautés (CL et PA) dans la gestion des AP et des zones tampons ?	Comment générer des avantages économiques durables aux communautés riveraines ?	Quels avantages additionnels (infrastructures, santé de base, sécurité) sont indiqués pour les communautés riveraines ?	Quels bons exemples de coordination pour la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages ?	Quelles options pour garantir le financement à long terme des aires protégées ?
CUSO	Ne pas priver les PACL de leurs droits (agriculture et PFNL) dans les PA. Le succès des AP dépend du dév. éco. réel des PACL.	Impliquer les PACL dans la gestion des AP fonderait le respect de leurs droits dans la conservation	La station de l'INERA-Luki mène des recherches de conservation et d'agrosylviculture ACODED accompagne les communautés locales dans l'organisation et la structuration en comités locaux de développement (CLD)	Promotion des CVA de PFNL	Avantages basés sur la génération de revenus propres		Activités génératrices de revenus
RAINFOREST UK	Commencer par reconnaître que les PA existantes sont nées sans CLIP. Il faut une stratégie basée sur i) participatory mapping, ii) compensations, iii) revoir les statuts actuels des AP, iv) clarifier « buffer zones », v) modèles de décisions participatifs, vi) plus de financement du dév. des PACL	Commence par le droit à l'auto-détermination (des PA), le droit à l'alimentation, le droit au développement éco et social Formation adéquate des éco-gardes est indispensable Poursuivre les réseaux et pas les exécutants (comme c'est le cas) Mettre en place des mécanismes de plaintes opérationnels et à forte visibilité internationale (via CBFP par exemple ?)	Rather than relying on heavily-armed 'eco-guards', local and indigenous communities should increasingly be entrusted The Brigades communautaires in the Itombe natural reserve in DRC, or community-based monitoring of poaching by some Baka around the Dja faunal reserve in Cameroon are examples Participatory land-use planning and the establishment of community forests should be promoted in buffer zones				
TRAFFIC	Systèmes de cogestion impliquant les PACL, paiements directs aux PACL impliqués dans la gestion, renforcement des capacités	FPIC est un préalable Formation des gestionnaires des AP et des éco-gardes	Community based protected areas management	Community-Based protected areas and wildlife management. However, whatever community benefit schemes are set up, it is important to show a clear link between these, the sustained generation of benefits and the nature and type of resource that is being conserved.	Schools, cultural ceremonies, NTFP for health and nutrition	Information sharing via COMIFAC's AFRICA-TWIX system which is managed by TRAFFIV is one of the good and pragmatic examples	Conservation trust funds, debt-for-nature negotiation to use for capitalizing the conservation trust fund. Community-based Management approaches for management of protected areas, especially for tourism and/or payment for ecosystem services.
WCS	Faire en sorte que le point de vue des PACL compte vraiment dans la gestion (membre à part entière des PPP par exemple) Les bénéfices économiques pour les PACL doivent être tangibles Améliorer complémentarité des projets conservation et dév.	Besoin d'une approche systématique sur les droits de l'homme (tous les concernés doivent être formés et appliquer les droits) Transparence dans la gestion des AP et existence de mécanismes de plaintes sont deux conditions Des mécanismes de partage de revenus formalisés faciliteront l'application des droits	Co-management or 'integrated management' Ensuring local community governance structures are responsible for implementation of certain activities in the protected area management plan Community forestry concessions Co-management' of natural resource use zones (fisheries charters, hunting charters) The CCGL model in Gabon of local community committees	Activities that benefit individual households are likely to be more successful than economic activities that targets common benefits Tourism is a highly localized benefit Certification of high value, single-origin (ie Virunga Coffee), locally produced resources for international/national specialty markets Sustainable fisheries models in northern Congo Micro-entreprise or micro-credit initiatives	Security - against external threats such as armed groups or against land grabs by outsiders Food security (source populations of wildlife and fish for subsistence hunting). Preservation and promotion of cultures Basic social services are important, but risk attracting outsiders Scholarship programs and adult education leading to jobs in peri-urban and urban centers is critical for the development of rural peoples.	Establishing consultation and coordination platforms at local/provincial level between protected area managers, police/gendarmes, judicial authorities and magistrates, and the army Joint patrols in protected areas (e.g. between rangers and military) come with substantial security risks when a) there is no clear line of command under the protected area manager and b) there is considerable disparity between the training, capacity building and code of conduct of the two agencies involved.	A diverse funding portfolio is important in the long-term financing of protected areas Trust funds Climate/carbon financing that aim to secure intact forests through Performance-based payments Strategic private sector partnerships or joint business ventures Robust protected area governance structures that have clear and transparent financial management and revenue distribution mechanisms

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées							
1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, à la gestion de la faune, et à l'implication des populations locales							
	Comment optimiser la gestion des aires protégées pour encourager l'acceptation et l'appropriation par les communautés locales ?	Quelle approche de la conservation de la nature fondée sur les droits de l'homme ?	Quelles meilleures pratiques pour intégrer les communautés (CL et PA) dans la gestion des AP et des zones tampons ?	Comment générer des avantages économiques durables aux communautés riveraines ?	Quels avantages additionnels (infrastructures, santé de base, sécurité) sont indiqués pour les communautés riveraines ?	Quels bons exemples de coordination pour la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages ?	Quelles options pour garantir le financement à long terme des aires protégées ?
WRI	Eco-gardes communautaires , impliquant les chefferies Code de déontologie anti-excès pour les agences de gestion (droits de prélèvement des PACL à respecter) + approche judiciaire	Les droits de l'homme des populations riveraines devraient être à la base de la formulation et de la mise en œuvre des PA des AP	Fond de développement (construction des infrastructures, achat et entretien des équipements, ...) sur base des recettes issues de la gestion des aires protégées Création de l'emploi (écogardes, emplois administratifs ou dans l'écotourisme). Les AP devrait tenir compte dans leurs gestions du développement des villages autour des AP, appui à l'éducation, utilisation des ressources humaines locale et l'accompagnement des mini-projets de la communauté pour les encourager à la création des emplois.	L'emploi est le vecteur principal pour une génération durable d'avantages économiques Le développement d'infrastructures productives (pistes rurales, électrification, etc.), à réaliser en marge des activités de conservation Les AP devrait accompagner les communautés dans les projets de créations d'emploi et un appui permanent dans l'éducation à tous les niveaux	Une meilleure prise en compte de la conservation de la biodiversité dans l'aménagement du territoire Prendre en compte le développement des infrastructures sanitaires et scolaires (avec mise à disposition des personnels qualifiés nécessaires) Les AP devrait aider au développement des conditions sanitaires de qualité dans les villages et au développement socio-culturel de la population	Une action efficace suppose des coopérations qui mobilisent tous les services compétent Aujourd'hui de plus en plus les médias dénoncent le cas du braconnage qui se passe dans certaines AP	Développement de mécanismes endogènes pour ne pas dépendre des bailleurs externes. PPP (gestion déléguée) Le financement d'une AP doit se faire dans le cadre d'un plan d'affaires (ou business plan) à moyen et long termes, avec des sources de financement multiples et complémentaires.
WWF	Mode de gouvernance partagé (avec PACL comme membre actif) Plateformes multipartites efficaces Importance du CLIP	Importance de l'évaluation préalable des risques sociaux et environnementaux Cartographie claire des droits et devoirs connue des stakeholders Mécanisme de plainte transparent	La participation des populations locales et autochtones à travers la reconnaissance de leurs droits d'accès aux ressources naturelles.	Promotion de l'écotourisme et partage de revenu au niveau local Promotion des chaînes de valeurs des PFNL Systèmes de crédits communautaires de conservation et gestion durable Zones de chasse ou forêts communautaire Développement et la promotion des plans local de développement PES Minimiser le coût du conflit l'homme faune Emploie dans le projet de conservation et tourisme	Considérer les aires protégées comme pôle de développement, devant orientée la réalisation d'un ensemble d'infrastructures (routes, hôpital, aéroport/aérodrome, écoles, Hôtels...) L'éducation environnementale	Formation et renforcement des capacités de tous les acteurs notamment dans les domaines de Droits de l'Homme et de responsabilisation des communautés locales et autochtones. Une compréhension commune de ces questions faciliterait les actions conjointes dans la lutte contre le trafic international La lutte contre la corruption, aussi en utilisant les médias se montrée aussi efficace	Mise en place des Fonds fiduciaires pour la gestion des AP Mise en place d'un organisme parapublic autonome pour la gestion des aires protégées Inclusion des AP dans un landscape qui profite des autres mécanismes comme PES, contribution des secteurs privés (aussi de concessions forestières, de mines etc.), REDD+
ZSL	Besoin de cadre de gestion intégré Droits d'usage doivent faire partie du droit positif (garantie publique) PACL doivent être partie prenante pour viabilité des PA dans le LT	Accompagnement juridique dans les usages liés aux ressources naturelles Mécanisme de plainte basé sur la compréhension coutumière des enjeux	Il faudrait dans le cas de nouveau projet communautaire présenter quelques cas pratiques de d'échec et de réussite afin que les communautés voient les deux facettes d'un type de projet donné et surtout de l'aspect déterminant du rôle qu'ils ont à jouer pour la bonne marche du projet. Un appui des riverains aux objectifs de conservation peut passer par leur participation à l'exploitation de la zone tampon (agroforesterie, chasse, plantations...)	Accompagnement dans la capitalisation sur les chaînes de valeurs des PFNL et PFAB surtout dans les forêts de productions ... mais aussi la mise en place des alternatives protégées durables et relativement faciles d'appropriation	Présence d'établissements scolaires, de centre de santé, de points d'eaux potable, voies d'accès et de foyers culturels. Il est à noter que la mise en place ou non de ces infrastructures devraient dépendre de la volonté des bénéficiaires		Financements long terme

Contributions des membres du collège du secteur privé

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées							
1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, à la gestion de la faune, et à l'implication des populations locales							
	Comment optimiser la gestion des aires protégées pour encourager l'acceptation et l'appropriation par les communautés locales ?	Quelle approche de la conservation de la nature fondée sur les droits de l'homme ?	Quelles meilleures pratiques pour intégrer les communautés (CL et PA) dans la gestion des AP et des zones tampons ?	Comment générer des avantages économiques durables aux communautés riveraines ?	Quels avantages additionnels (infrastructures, santé de base, sécurité) sont indiqués pour les communautés riveraines ?	Quels bons exemples de coordination pour la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages ?	Quelles options pour garantir le financement à long terme des aires protégées ?
COLLEGE	Lien à faire entre gestion du dév. dans les titres forestiers et dév. dans les AP avoisinantes Flou dans la notion de zone tampon, il y a une opportunité pour impliquer davantage les exploitants forestiers	Importance des partenariats avec des acteurs capables de comprendre et de promouvoir le respect des droits de l'homme					
INRERHOLCO	Besoin de projets de développement qui rapportent financièrement aux PACL Quelle gestion durable d'une ressource en libre accès ? Responsabiliser les bénéficiaires	Formation des éco-gardes, et besoin de les rapprocher des communautés Plan de travail conjoint conservation / développement / droits de l'homme	Dans l'intelligence, les 'informateurs', communautés locales qui informent les éco-gardes quand les braconniers sont dans leur zone, fonctionne déjà bien ; Les communautés sont encore plus à inclure pour gérer durablement est suivre leurs ressources.	À côté du Fonds de Développement Local, établir des projets de micro-crédit Promouvoir des projets communautaires avec l'appui technique des sociétés forestières Utilisation des réseaux internes des villages et de la connaissance de la forêt des villageois dans la lutte anti-braconnage Mieux gérer les fonds de développement	Mettre en place des 'cliniques mobiles' Identifier avec les communautés, par le biais d'un mécanisme CLIP, les améliorations à apporter aux infrastructures	Les éco-gardes doivent être gérés directement par les organismes spécialisés de gestion de la faune Formations pour les administrations (police/gendarmerie) comment traiter les braconniers et leurs complices pour assurer le bon suivi des personnes (punition correcte)	
FSC	/	/					Managers of FSC-certified forests devote significant resources to wildlife protection and anti-poaching measures. Encourage FSC certified concessions surrounding national parks, like buffer zones, and integrate their anti-poaching patrols.
Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche							
CIRAD	PSE pour compenser la perte de revenu des PACL liée aux restrictions d'usage dues aux AP Une AP doit impliquer des projets de développement forts autour	/	Pas le tourisme en tout cas, malgré ce qu'on entend depuis 30 ans. Il faut parier sur les activités que pratiquent déjà les populations locales, soit agricoles, soit forestières et les inscrire dans des filières durables. De manière générale, il faut procéder à des analyses de faisabilité économique sérieuses				Voir l'exemple du Gabon qui a négocié un financement à long terme avec la Norvège. Qui dit financement à long terme dit implication de l'État.
RIFFEAC	Approche intégrée pour appropriation. Mesures incitatives nécessaires	Formation permanente en matière des droits de l'homme Définition des droits et devoirs	Les projets ou la mise en œuvre des systèmes/mécanismes d'incitations financière ont réussis dans le bassin du Congo	Capitaliser les activités qui utilisent les savoirs faire locaux Mettre en place des groupes de facilitation (Clusters facilitators), jouant les rôles d'intermédiaires au sein des villages situés autour de l'aire protégées En fonctions des disponibilités, construction des voies accès et d'ouvrages de franchissement pouvant desservir les zones de productions agricoles autour du Parc	Mise en place des zones d'utilisations permanentes (ZUP) pour permettre aux populations des réaliser leurs activités pour leur bien-être. Collecte et commercialisation des PFNL Participer au programme de sécurisation du parc contre rémunération	Il faut établir les responsabilités des uns et des autres sur la base des textes règlementaires existants pour résorber le conflit d'intérêt qui se développe entre les différentes institutions pour l'utilisation des ressources. Développer une corrélation entre la gestion des ressources et le développement local.	Considérer nos aires protégées comme des entreprises, soit national soit sous régional avec des actions et des objectifs des partenaires clairement identifiés

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées							
1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, à la gestion de la faune, et à l'implication des populations locales							
	Comment optimiser la gestion des aires protégées pour encourager l'acceptation et l'appropriation par les communautés locales ?	Quelle approche de la conservation de la nature fondée sur les droits de l'homme ?	Quelles meilleures pratiques pour intégrer les communautés (CL et PA) dans la gestion des AP et des zones tampons ?	Comment générer des avantages économiques durables aux communautés riveraines ?	Quels avantages additionnels (infrastructures, santé de base, sécurité) sont indiqués pour les communautés riveraines ?	Quels bons exemples de coordination pour la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages ?	Quelles options pour garantir le financement à long terme des aires protégées ?
CGIAR	By considering local population as the main concern about the conservation of the biodiversity of the protected area (PA). Practical tools can be: The natural based management resource The Community Based Participatory Action Research (CBPAR)	For that, it will be useful to take care on the usufruct of local population in the PA. Indeed, to consider their right to collect NTFP and bush-meat only for eat (nutrition), to have access on fresh water and for traditional rite.	The classical participatory approach The Community Based Participatory Action Research The aim of these methods is to have a co-development of the PA between the local communities and the managers of the PA, by capitalizing the ad-value of each buffer zone of the PA.	Developing Eco-tourism in the PA. All the projects implemented in the congo basin to develop alternatives activities for the bush-meat have failed because of many reasons (bad implementation, activities selected without the participation of the population, activities selected for them without them, ...)	Infrastructures Basic health services Increase the money in the household coming from the small market which will be developed with the arrival of tourists	The Eco guards of transnational parks must be well trained with arms The creation of an international platform of all the transnational PA on the continent in which they can share permanently their experience Online and time by time is necessary. This organization will be different of a regional or Mondial organization already exist but will be based on a networking approach	Funding agencies likes to see the impact of their financing at short - term if you need to secure their engagement. Then sometimes it is better to choose only key species or umbrella species (species on which the protection will involve the protection of other species). Eco-tourism.
CIFOR 1 (ABDON)	Nécessité d'adapter le concept d'AP au contexte africain. Si une AP empêche des filières sans alternatives, c'est voué à l'échec	Un arrangement contractuel clair avec les PACL dans la gestion des AP permettrait une approche basée sur les droits de l'homme	Prunus African exploited by local communities within the Mount Cameroun national park	A coordinated work should be done with local communities, civil society organizations, and State organs to come up with a platform of discussions to find the right approach to allow local communities to exploit the products they need from the PA and take engagement by adhering to a code of conduct agreed by all.	Ecotourism should be encouraged with a great involvement of local communities, showing that improving livelihoods can also be associated with conservation	There is lack of coordination of interventions leading to conflicts on the ground. Sometime, local communities find themselves in between PA, forest concessions and wildlife hunting areas. The example of Gribé, Cameroon is very expressive as a consortium was put in place by JAICA to find a common ground and things seem to work.	Put in place platforms involving all stakeholders, including researchers to attract donors' and other international organizations' interest and secure funding through long terms research and development projects
CIFOR 3 (TABI)	Consulter et faire participer	Se concentrer sur le bien-être des PACL comme condition de départ		Enable to populations to have transportation means for their agricultural products towards the market	Health centers, schools, roads, local markets, etc.		
INSTITUT NAT. SC BELGIUM	Bien évaluer la perception locale des services environnementaux liés aux ressources naturelles et assurer leur rémunération	Développement des capacités en matière de droits de l'homme	Look at Unesco-MAB for inspiration. Also documents of IUCN	PES schemes if well embedded in local governance structures	Access to drinking water for humans and domestic animals, water for irrigation, medicinal plants, sacred places and cultural/religious values		The model of African Parks, though not perfect, offers perspectives. Better though, in our view is to strengthen government agencies and professionalize them, fight against corruption
DREXEL UNIVERSITY	Implique PACL comme éco-gardes Ecotourisme / génération revenus Programmes d'éducation	Résoudre l'équation difficile autorisant la chasse pour la consommation domestique (moyens traditionnels) mais luttant contre le braconnage (basé sur les armes à feu)	Involve local populations in monitoring activities (SMART)	Ecotourism is a promising avenue for generating economic benefits. Artisan collectives in rural communities may also stimulate sustainable, eco-friendly livelihoods.	Direct payments or small-scale investment related to park revenues, when feasible Access to electricity and commercial food products (e.g. farmed protein and produce)		Ecotourism, direct payments for forestry resources under climate change agreements Use of fines and monies seized from illegal wildlife trade and poaching
UCLA	Souvent, manque d'implication des PACL dans création des AP Accès aux ressources financières doit être garanti, sinon échec	La base doit être la reconnaissance des savoirs des PACL Elle doit être utilisée et rémunérée (valorisation dans le LT)	Research stations provide a direct economic benefit to surrounding populations through employment opportunities for men and women, and indirect benefits through community development projects like supporting school fees. It also provides an opportunity for local community members and ecoguards to work collaboratively, helping to move away from the adversarial relationship that can sometimes arise.	Research Stations offers one model for generating economic benefits for local communities. Residents from surrounding villages act as research assistants, cooks, cleaners, guards, and porters for the site. CBI hires youth to maintain the trail to our site, and applies the funds to their school fees, and provide additional support for education in the communities.			

Processus CBD : Gestion de la biodiversité, de la faune et des aires protégées							
1. Thématiques relatives à la gestion des aires protégées, à la gestion de la faune, et à l'implication des populations locales							
	Comment optimiser la gestion des aires protégées pour encourager l'acceptation et l'appropriation par les communautés locales ?	Quelle approche de la conservation de la nature fondée sur les droits de l'homme ?	Quelles meilleures pratiques pour intégrer les communautés (CL et PA) dans la gestion des AP et des zones tampons ?	Comment générer des avantages économiques durables aux communautés riveraines ?	Quels avantages additionnels (infrastructures, santé de base, sécurité) sont indiqués pour les communautés riveraines ?	Quels bons exemples de coordination pour la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages ?	Quelles options pour garantir le financement à long terme des aires protégées ?
AFORPOLIS	Implication obligatoire dans la gestion des AP Assurer des revenus locaux liés à l'existence de l'AP	Construire des systèmes démocratiques de gestion des PA Implication rémunérée des PACL dans la gestion des PA	Construire des systèmes démocratiques de gestion des PA Implication rémunérée des PACL dans la gestion des PA		Before generating new economic benefits for local and forest-dependent populations, there is a need of research programmes for an in-depth and contextualized understanding of why do the existing nature conservation policies fail to sustainably preserve biodiversity in the Congo basin countries? Who have been the winners and losers of this system? Which actors should get more benefits) and how it can be improved for a more equal benefit sharing among involved actor groups?	One of the main weaknesses of forest and wildlife policies in the Congo basin is the relatively poor policy implementation of existing laws since most of the nature conservation policies in the Congo basin countries have been formulated based on a dominant position of international donors.	
Contributions des membres du collège des multilatéraux							
COLLEGE	Renforcement des compétences des gestionnaires des AP (homme –faune sauvage) Renforcer le partage des avantages	Fondamentale pour l'UNESCO (prise de position forte). Doit être basée sur la reconnaissance des droits et des savoirs Renforcer le monitoring et les capacités techniques des rangers Formation de toutes les parties prenantes de la conservation pour internalisation des droits de l'homme dans les pratiques de gestion	Promouvoir des activités génératrice des revenus basés sur les ressources forestières			Promotion de la stratégie « zéro braconnage » Développer les capacités au niveau national (lutte contre les crimes liés à la faune sauvage) Promouvoir la coopération entre les pays membres de la CEEAC Développer les capacités au niveau national (lutte contre la corruption))	Renforcement des compétences des gestionnaires des AP Faire ressortir l'importance des forêts pour les ODM et le PIB
GVTC	Participation dans la gestion, considération de leurs besoins et définition de leurs responsabilités	Il faut donner des droits de gestion positifs des PA aux PACL	Donner des droits d'usage (besoins de subsistance) aux communautés locales en complémentarité aux usages commerciales Faire des communautés locales des partenaires à tout niveau (gestion des ressources, protection, suivi)	Mettre en œuvre les principes de la Responsabilité Sociale des Entreprises Mettre en application des principes de partage des avantages Cibler au-delà des communautés les individus	Mettre les AP au centre du développement régional Rendre visible le rôle des AP pour le développement régional et le développement des infrastructures autour des AP	Mettre en œuvre une approche de gestion multi-acteur, qui tient compte des intérêts des tous Condition cadre : bonne gouvernance	Paiement des Services Écosystémiques et autres approches basés sur le marché Partage des avantages et coûts de la gestion des AP et zones tampon
Contributions des membres du collège régional							
MINFOF	Réserves de Biosphères avec une approche de la Gestion Collaborative à l'instar de ce qui est développée par le Programme de Gestion Durable des Ressources Naturelles du Sud-Ouest (PSMNR-SW)	Le renforcement des consultations et de l'implication des populations riveraines dans les différentes instances de gestion des aires protégées (Comité consultatif local, comité de gestion et comité scientifique) Aussi, il sera également question de renforcer de façon Permanente les capacités des gestionnaires des aires protégées et concessions forestières en matière de respect des droits de l'Homme	Le modèle de Co-Gestion (PSMNR-SW) tel que pratiqué actuellement dans certaines de nos aires protégées (Mt Cameroun, Takamanda, Korup, Bayang-Mbo, Lobéké) où les communautés locales et les peuples autochtones sont considérées comme des partenaires pour la gestion durable des ressources naturelles	Développer des chaînes de valeurs des produits du terroir ou locaux (ex. PFNL) Remise des quotes parts aux populations riveraines, issues des activités cynégétiques, assorti d'un mécanisme de suivi de l'utilisation de ces fonds Les retombées directe des Zones d'intérêts cynégétiques à gestion communautaire dédiées entièrement aux communautés locales Développement de l'écotourisme	La mise en place des infrastructures sociales (écoles, dispensaires, point d'eau potable, désenclavement des zones de production agricoles etc ...)	Le principe de la collaboration entre les FMO et les Forces de Défense avec les écogardes au niveau national Ce modèle est également implémenter dans le cadre des Accords transfrontaliers signés avec le Tchad, la RCA, le Congo et le Gabon, avec le volet diplomatique mis en exergue L'implication de l'INTERPOL dans les investigations et les enquêtes est aussi primordial et établir des plateformes de partage des informations entre les différentes structures concernées.	La mise place progressive et encadrée des Partenariats Public Privé, notamment en tenant compte des aspects liés à la sécurité nationale et au statut du personnel en charge de l'application de la loi Le paiement des services éco systémique La mise sur pied des fonds fiduciaires L'amélioration du cadre institutionnel de gestion des aires protégées à travers la mise en place d'une Agence.

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?	Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?
Contributions des membres du collège de la société civile		
REFADD	<p>Faible prise en compte des régimes coutumiers avec pour conséquence la non reconnaissance des droits de propriété des populations locales ;</p> <p>Faible prise en compte du capital, des capacités et moyens de subsistances traditionnels des communautés locales dans l'implémentation des projets REDD+ ;</p> <p>Inadaptation des législations aux enjeux de lutte contre la déforestation ;</p> <p>Non reconnaissance des droits exclusifs des populations détentrices de ressource pour la rémunération dû aux résultats obtenus de la lutte contre la déforestation ;</p> <p>Faible évolution, aménagement, mise à jour des régimes fonciers forestiers ;</p> <p>Non aboutissement des réformes foncières engagées depuis de nombreuses années ;</p> <p>Faible application des principes de bonne gouvernance au sein des communautés, des Etats ;</p> <p>Instabilité politique dans les états (changements récurrents des acteurs) etc....</p> <p>Pour rendre la REDD+ opérationnelle, il faudrait s'assurer que les mesures prises soient multisectorielles, en ceci qu'elles concernent la totalité des politiques qui ont un impact sur les forêts, et ne se cantonnent pas au seul cadre sectoriel étroit des politiques forestières.</p>	<p>Il faudrait au préalable, au niveau international, clarifier le droit de propriété carbone, définir de manière claire les modalités de paiement contre résultat et les appliquer de manière systématique et au niveau de la région, clarifier les différents régimes fonciers des États, de même qu'évaluer la cohérence des politiques ayant potentiellement des impacts sur les forêts, sur l'efficacité des mesures destinés à contenir la déforestation.</p> <p>Dans la région, parmi les exemples de réussites, peuvent être cité le Gabon et la RDC qui ont bénéficié des Fonds CAFI (Initiatives pour les Forêts d'Afrique Centrale).</p> <p>Le premier devrait potentiellement bénéficier d'une somme de 150 millions de dollars, au titre d'un « paiements contres performances ou aux résultats » pour la conservation du stock carbone contenue dans ses forêts, tandis que le second, a bénéficié d'un appui pouvant aller jusqu'à 123.6 millions de dollars centrés sur des programmes d'investissement.</p>
ROSCEVAC	<p>Complexité de la conceptualisations du REDD</p> <p>Questions méthodologiques de comptabilisation du carbone, de son observation, de sa mesure, etc. ;</p> <p>Avancement inégal au niveau pays de politiques et stratégies publiques REDD+ ;</p> <p>Développer et renforcer les mécanismes de gouvernance des institutions forestières des pays</p> <p>Augmenter les capacités techniques et institutionnelles des pays en matière de contrôle de la séquestration du carbone, l'efficacité de la gestion forestière et la gouvernance ;</p> <p>Lever la méfiance qu'ont les représentants des communautés forestières, des populations autochtones, et des organisations de la société civile (OSCs) de la perception du principe général de la REDD+</p>	<p>Adopter la REDD+ comme étant une des stratégies d'atténuation les plus efficaces et efficientes disponibles à ce jour ;</p> <p>Finaliser les arrangements institutionnels en attendant la mise en place du cadre mondial de la REDD+ (structures des pays forestiers, institutions mondiales, rôles, responsabilités, missions, etc.) ;</p> <p>Finaliser les négociations sur le climat, l'aide internationale, les discussions sur les politiques nationales et la réalité locale, les objectifs, les échelles de mise en œuvre, les financements.</p>
CEFDHAC RDC	Il faut développer la REDD à base communautaire et renforcer les programmes REDD intégrés.	Mettre les moyens à la base, appuyer les intervenants et les interventions en maillon de la chaîne en lieu et place de concentrer les moyens aux

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	<p>Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ?</p> <p>Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?</p>	<p>Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?</p>
	<p>Reconsidérer les paiements par additionalité qui font perdre la confiance à ceux qui s'engagent pendant des années dans le processus.</p> <p>Clarifier la notion de la propriété du carbone et le rôle ainsi que les bénéfices de la population dans les transactions.</p> <p>La REDD est resté perchée alors que sa réalité est à la base</p> <p>Faire de la REDD un levier de développement en lieu et place d'un simple outil de compensation des efforts d'évitement de la déforestation.</p>	<p>standards élitistes</p> <p>Les programmes intégrés REDD+ en RDC par exemple sont un modèle intéressant en termes d'approches mais pas encore en termes des résultats durables.</p> <p>Repenser la gouvernance des processus REDD+ pour s'adapter à la phase des investissements.</p>
CEFDHAC Rwanda	<p>L'un des obstacles à la fonctionnalité de la REDD+ dans les pays de la sous-région d'Afrique Centrale a été l'arrêt brusque et inattendu de l'initiative d'un projet MRV/REDD+ qui bénéficiait de l'appui d'un partenariat COMIFAC/PFBC/FAO/BAD.</p> <p>Malheureusement, après une 1ère phase d'environ 18 mois, la continuité de ce projet MRV/REDD+ n'a pas pu avoir lieu, les cinq pays de la sous-région qui ne comptaient que sur l'appui de ce projet (Rwanda, Burundi, Tchad, Sao Tomé et Príncipe et ?) ont pratiquement eu comme le seul résultat de faire le document de la stratégie nationale REDD+ (ReadinessPreparationProposal : R-PP).</p> <p>En fait ces pays ne sont pas parvenus à l'étape de la mise en place des arrangements institutionnels (structures REDD+/pays) qui auraient pu normalement assurer la continuité et la durabilité de ce processus dès la clôture normale de ce projet MRV/REDD+. C'est justement sur ce point important que le mécanisme existant dans la sous-région devrait mettre des capacités et moyens pour assister les pays partenaires à travers la COMIFAC.</p>	<p>Les conditions préalables au niveau international sont entre autres la conviction de tout le monde que les problèmes de changement climatique représentent une affaire commune et pas l'affaire d'un pays donné. En outre, la communauté internationale doit comprendre que les forêts à travers le mécanisme REDD+ constituent une des solutions accessibles aux problèmes de changement climatique.</p> <p>Pour les pays de la sous-région d'Afrique Centrale, la mise en place des arrangements institutionnels REDD+ dans les structures gouvernementales représenterait la volonté des pays d'entrer dans ce processus et pouvoir dans la suite chercher des voies et moyens de la mettre correctement en œuvre.</p> <p>Certaines réussites de la région sont déjà sur place, notamment le partenariat pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo à travers un Traité signé et ratifié par tous les dix Etats membres. Il y a ensuite la COMIFAC et son Plan de Convergence qui donne une bonne place aux aspects liés à la REDD+.</p>
Contributions des membres du collège des ONG internationales		
AWF	<p>Manque de volonté politique : Contradiction entre agenda REDD+ et politique économique</p> <p>Non-prise en compte de la tenure foncière coutumière</p> <p>Inexistence d'un cadre pour les rémunérations et partage des bénéfices</p> <p>Gouvernance locale mis à défi quand il y a de l'argent en jeu</p> <p>Appliquer démarche participative CLIP</p>	
CLIENT EARTH	<p>Disjunction between REDD+ national documents and processes and legal frameworks</p> <p>LCIPs' land rights to be recognized</p> <p>Forest carbon rights have not yet been defined in national law and so important questions such as who owns them and how they can be transferred remain unanswered</p> <p>1. Provide support to the establishment of clear legal frameworks in order to anchor adequately REDD+ frameworks and particularly Cancun safeguards into national laws, as well as to clarify LCIPs rights.</p> <p>2. Support legal reforms processes to allow transparent and effective stakeholders' participation, and to provide space for the voices of LCIPs as well as civil</p>	

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?	Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?
	<p>society organisations to be heard. International development partners and donors should provide support to LCIPs and civil society organisations to take part effectively in law reform processes.</p> <p>3. Provide support to community-driven REDD+ pilot projects and ensure the involvement of LCIPs in REDD+ projects they fund.</p>	
CUSO	<p>Absence d'un cadre institutionnel harmonisé dans la CEAC malgré les efforts de la COMIFAC;</p> <p>Absence d'un cadre de coordination sous régional;</p> <p>Instabilité dans certaines parties de la sous-région.</p>	<p>Au niveau international :</p> <p>Assurer un engagement accru des États dans le développement des politiques REDD+ avec un accent sur l'engagement des pays développés à soutenir les efforts des pays en voie de développement.</p> <p>Renforcer l'approche dite combinée afin d'accélérer les mécanismes de mise en œuvre.</p> <p>Au niveau régional :</p> <p>Coordonner les initiatives en s'appuyant sur les institutions existantes, comme CEEAC, COMIFAC, CEMAC etc.</p>
RAINFOREST UK	<p>First and foremost, local communities and the civil society organizations that represent them are not adequately consulted or involved in the implementation of REDD+ programs.</p> <p>Second, non-carbon benefits, which are often the most important benefits for communities and central to the permanence and viability of REDD+ programs, are not required to be outlined in program documents.</p> <p>Third, REDD+ programs do not sufficiently deliver one of the most important (if not the most important) non-carbon benefit for local communities — land tenure.</p> <p>First, by revamping the process for consulting local stakeholders to ensure they are providing meaningful input into the conceptualization and implementation of the program.</p> <p>Second, reform REDD+ programs so their principal aim is to improve the land tenure of local communities.</p> <p>Third, require project implementers to abide by their promises to local communities by requiring non-carbon benefits to be outlined in benefit-sharing plans.</p> <p>Fourth, build the capacity within local and national institutions to improve forest governance in the region.</p> <p>Lastly, establish an independent monitoring system and verify that grievance mechanisms are functional to provide greater oversight on project implementers.</p> <p>In addition, more sophisticated drivers of deforestation studies need to be commissioned to ensure that REDD+ programmes and other policy</p>	<p>There is no independent monitoring system in place and in the Democratic Republic of Congo (where the region's most advanced REDD+ program is located), there is no functioning grievance mechanism.</p> <p>International decision-makers must cultivate alternative channels of information, so they are fully informed of the impacts of their investments on the ground.</p> <p>International decision-makers should also require recommendations from question 2(a) as preconditions to REDD+ programs, most notably improving forest governance and the land tenure of local communities.</p> <p>Instead, international institutions should focus on building the capacities of local and national actors to ensure national ownership over REDD+ processes and to improve forest governance in the region. To add, while a study on the drivers of deforestation in the region is under development, many remedies defined in REDD+ programs predate such a study. Once the study is completed, REDD+ programs should be reviewed to ensure they are combatting the real drivers of deforestation.</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	<p>Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?</p>	<p>Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?</p>
	<p>prescriptions are not premised on flawed assessments. There also remains a lack of robust protections in place to guard against inflated baselines, double-counting, reversal and impermanence of carbon credits generated, or the risk of deforestation leakage to other areas.</p>	
TRANSPARENCY INTERNATIONAL	<p>Constat Le manque de volonté politique des dirigeants de la sous-région. Le déficit de sensibilisation des populations. Le déficit de financement. Et même quand ces financements existent ils sont d'avantage orientés vers les États pourtant d'autres acteurs à l'instar de la société civile et du secteur privé pouvaient en bénéficier. Le déficit de transparence dans la gestion des financements climatique. L'engagement mitigé de la société civile et du secteur privé sous régionale.</p> <p>Recommandations : Les pouvoirs publics sous régionaux s'engagent publiquement à travers la COMIFAC ; La sensibilisation reprenne surtout auprès des populations riveraines des forêts ; Une véritable politique de financement soit développée. La société civile en charge du suivi de la REDD+ soit réorganisées afin de mieux défendre l'intérêt des populations.</p>	<p>Une prise de position commune des pays du Bassin du Congo en faveur de la REDD+ ; Accroître le rôle de COMIFAC dans la défense des intérêts des pays du Bassin du Congo en lien avec la REDD+ ; Mettre sur pieds des sous-groupes thématique en lien avec la REDD+ (exple : sous-groupe sauvegarde, gouvernance, MRV etc) ces sous-groupes doivent être animés par la COMIFAC pour accompagner les pays qui ont adhéré au mécanisme ; Susciter l'adhésion du secteur privé sous régional ou mondial au mécanisme REDD+ eu égard au potentiel forestier que dispose les pays de la sous-région, Renforcer les capacités de la société civile sous régionale ne matière de financement climatique</p>
TRAFFIC	<p>The unnecessarily complicated design of REDD+ Projects! Furthermore, the multiplicity of overlapping and sometime similar initiatives which are being promoted without synergy create confusion to potential beneficiaries. These include (Forest Landscape Restoration (FLR), NDC, LDN, etc.). The other obstacles are the unclear roles of different actors in the process: States/Governments vs CSOs, IPLCs, Privates, but also within States/Governments entities (different departments involved in the REDD+ process: Environment, Forestry, Agriculture, Land & tenure, Finance, etc.).</p>	<p>This would need country surveys and national capacity building especially on use of technology for large-scale monitoring, data collection and management, simplifying and shortening the process of the project design.</p>
WCS	<p>Corruption and lack of transparency in local revenue sharing mechanisms with local communities Carbon/Climate money orientated towards forests that are already under threat of deforestation rather than securing intact forests REDD should include below ground carbon in climate/carbon related funding such as peatlands</p>	<p>Also, there is recognition that to address the challenges above, more sustainable – rather than project based – funding is needed to fully realize REDD ambitions. There also needs to be some approach to REDD+ finance that improves the incentives available to countries, and areas within countries, that have high forest cover and low past deforestation rates ('HFLD') but face significant</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	<p>Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?</p>	<p>Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?</p>
	<p>Solve the issue of who will pay for Carbon money sustainably Move towards a higher price per ton, as current prices of around \$5/ton are insufficient.</p> <p>Lack of capacity and institutional effectiveness of local and provincial administrations and governing bodies -particularly in jurisdictional projects (i.e. the DRC Provincial Forestry Bureaus are a very new institutional administration).</p> <p>Financing structures (including CAFI which is broadly well aligned with national strategic priorities) need to be nimbler and look to diversify funding mechanisms (ie include granting directly to NGOs and local civil society). Current mechanisms are top heavy and risk undermining the potential for concrete action and deliverables.</p>	<p>and increasing threats in the present.</p>
WRI	<p>Les cadres institutionnels de mise en œuvre de la REDD+ sont le plus souvent mal définis au niveau des pays. Au-delà des administrations sectorielles qui peuvent subir des réformes à tout moment, la REDD+ devrait être pilotée à un niveau plus stratégique (Ex : Premier Ministre, Conseil National d'Aménagement du Territoire, Conseil Économique et Social) et on devrait se rassurer de la participation effective des structures permanentes (Ex : - Chambre d'agriculture, d'élevage et pêche, Chambre de Commerce, - Société National d'Investissement) à sa mise en œuvre.</p> <p>Les principaux obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ dans la région Afrique centrale sont liées à la mauvaise gouvernance du processus REDD+ dans certains pays de la région.</p>	<p>Il faudrait faire un plaidoyer au niveau stratégique dans les pays de la sous-région et amener les pays à intégrer cet outil dans les processus de développement. Il faudra examiner comment la REDD+ peut être intégrée dans les politiques des Organisations Internationales et sous - régionales (CEEAC, BAD, UA, ...)</p> <p>La transparence dans toute la chaîne de la gestion du mécanisme REDD+ de la stratégie à la mise en œuvre des activités des réduction émissions tant au niveau national qu'au niveau décentralisé.</p>
WWF	<p>Le mécanisme intéresse peu bien de décideurs politiques</p> <p>La faible capacité technique des acteurs à intégrer la REDD+ dans les systèmes de management ;</p> <p>Une faible synchronisation entre les avancements des négociations de la CCNUCC sur le mécanisme REDD+ et la mise en œuvre de celui-ci au niveau des pays</p> <p>La non-concrétisation des accords multilatéraux et bilatéraux entre pays</p> <p>Le mécanisme est complexe et long, décourageant ainsi les acteurs</p> <p>Les initiatives dites pilotes n'ont pas générés les retombées promises et/ou attendues par les acteurs</p> <p>Les critiques accusant la REDD+ de favoriser une conception d'un « capitalisme vert » qui serait incapable de répondre aux défis du XXIe siècle</p> <p>Le manque d'efficacité et de coordination des institutions et des organes de gestion REDD+</p>	<p>Au niveau international,</p> <p>S'assurer que les financements sont effectivement disponibles pour financer les initiatives au niveau des Etats</p> <p>Mettre en œuvre des mécanismes de transparence dans le cadre du FCPF (Forest Carbon Partnership Funds) et favoriser le choix par chaque Etats du partenaire ayant un bon avantage comparatif pour mieux l'accompagner</p> <p>Assurer la bonne coordination des interventions des institutions internationales en charge de faciliter l'opérationnalisation de la REDD+ (éviter les interférences)</p> <p>Respecter des engagements pris vis à vis des états</p> <p>Au niveau Régional et National,</p> <p>S'assurer de l'engagement réel des décideurs qui est une condition primordiale pour l'encrage et le développement de la REDD+.</p> <p>Actualiser les possibilités de financement de la préparation ERPD et hors</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	<p>Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ?</p> <p>Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?</p>	<p>Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?</p>
	<p>La Banque Mondiale est la seule désignée pour accompagner les pays dans la préparation à la REDD+ et ses procédures semblent ne pas s'adapter à la REDD+ qui exige plus de participation des parties prenantes et par conséquent plus de flexibilité.</p> <p>Simplifier le mécanisme et les conditionnalités</p> <p>Evaluer la capacité réelle des agences d'exécution de financement REDD+ mis à la disposition des Etats</p> <p>Faciliter les processus d'appui structurel aux Etats pour la REDD+</p> <p>Entrevoir de nouveaux mécanismes de paiements anticipés sur les résultats afin de favoriser les investissements</p> <p>Le mécanisme actuel comme la contribution nationale déterminée (NDC) et AFR 100 sont des outils sur lesquels les acteurs doivent s'appuyer pour accélérer l'opérationnalisation de la REDD+</p>	<p>ERPD pour les initiatives pilotes</p> <p>Mettre en place des institutions et des organes de gestion pour la REDD+.</p> <p>Déterminer le niveau de référence des émissions pour les forêts au niveau national</p> <p>Renforcement des capacités des acteurs dans le domaine des communications-information-éducation dans le cadre de la REDD+</p>
ZSL	<p>Contrairement au curriculum de formation pour la gestion des forêts et de la conservation qui sont riches et variées, les propositions de formation académique pour l'opérationnalisation de REDD+ en Afrique centrale sont faibles. De plus ces concepts sont nouveaux et les directions ou ministère en charges sont en plein recherche des repères. Généralement, le personnel de ces directions ou ministère n'ont pas toujours les qualifications requises pour mener à bien l'opérationnalisation de REDD+. Aussi les états ne s'impliquent pas assez dans le processus ce qui a probablement conduit au retrait de la banque mondial au Cameroun après environ trois ans de statu quo.</p>	<p>Les politiques doivent s'engager de façon plus forte dans le processus</p>
Contributions des membres du collège du secteur privé		
COLLEGE	<p>Partage et bénéfices ne sont pas réglés</p> <p>Ils existent beaucoup de calculs, et les règles ou un standard manquent</p> <p>Quelle % serait pour les sociétés ?</p> <p>Ce sujet (services environnementaux) devrait être retenu dans la loi forestière</p>	
INRERHOLCO	<p>Manque de clarification du partage de bénéfice entre la société forestier, l'état et la population (manque des décrets/lois)</p> <p>Le prix du carbone n'est pas assez intéressant/motivant</p> <p>Qui va financer les crédits carbone ? dans quels délais et pour quelle durée?</p> <p>Les règles de calculs des crédits carbone ne sont pas accordé entre toutes les partenaires</p> <p>Tenir compte du rôle joué par les sociétés forestières, en particulier celles ayant unecertification : c'est le secteur privé qui opérationnalise la protection de la forêt et destourbières, au sein des concessions.Ceci pourrait être récompensé par une exemption de certains impôts au niveau du paysproducteur (en effet, le secteur privé joue un rôle clé pour l'Etat). Néanmoins, vu que ce n'est pas fait jusqu'à maintenant, les crédits carbone devraient aider à financer la gestion durable. Sans les ressources financières additionnelles, il est très difficile ou impossible de rester rentable.</p> <p>importance de pousser les crédits carbone au niveau des pays acheteurs de bois en provenance d'Afrique : quelle sont les incitations ou même, les règles</p>	

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?	Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?
	envisagées au niveau européen ? Voir dans le cadre du Plan Vert poussé par Madame von der Leyen, dans la stratégie contre la déforestation importée au niveau de la France et encore, dans le cadre de l'analyse du cycle de vie des produits bois (qui entre en vigueur en février 2021 en France, puis qui sera étendue aux autres pays d'Europe)	
FSC	We note that the new FSC Ecosystem Services Claims Procedure is a mechanism to integrate REDD+ reporting with FSC certification. It is up to individual countries to determine their preferred approaches to REDD+ and what, if any, benefit sharing there would be with concession managers who are assuming additional burdens as a result. The new Ecosystem Services Claims Procedure will allow FSC-certified companies to attach the FSC logo to claims they would like to make as regards carbon emissions averted on their publicity materials (e.g. website and sustainability report) as well as on labelling of their products.	
Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche		
CIRAD		
RIFFEAC	<p>L'opérationnalisation de la REDD+ reste encore abstraite, incertaine, mal comprise et demeure inadaptée pour beaucoup en Afrique compte tenue de l'urgence de développement ceci se traduit par la complexité du processus et les exigences contraignantes liées à sa mise en œuvre.</p> <p>Les écosystèmes forestiers sont vulnérables aux variations et perturbations naturelles ce qui rend le stockage du carbone incertain (bien qu'assurance possible)</p> <p>Du fait que les marchés du carbone sont logés dans d'autres continents, et la fluctuation de la valeur de la tonne de carbone ne facilite pas la durabilité du processus dans la sous-région.</p> <p>Les taux de déforestation et de dégradation demeure encore faible dans la sous-région Afrique centrale</p> <p>Un manque d'assurance des détenteurs de la ressource et la politique sur la tenure foncière qui demeure encore floue pour un processus qui s'inscrit dans la durée. (Qui va être compensé (paysans sans terre ?), Droits carbone et Tenure foncière)</p> <p>Pour l'optimiser :</p> <p>Créer les marchés carbone qui répondent aux contextes africains avec des passerelles avec l'occident</p> <p>Capitaliser les résultats des recherches notamment du PREREDD suite à la mise en place des équations allométriques qui correspondent aux forêts du bassin du Congo</p> <p>Tenir compte de ce que les moteurs de la déforestation ne sont pas seulement locaux, car il y a les risques de fuites et d'addition (éventuellement)</p>	<p>Valider et uniformiser les équations allométriques des forêts du bassin du Congo issues des recherches</p> <p>Titulariser et catégoriser chaque détenteurs de la ressources</p>
CIFOR 1 (ABDON)	The launched projects have not succeeded to secure long-term funding to please or compensate local actors' efforts, and even when we reached the	The interested governments of the CB should take clear actions and define a distinguished line between conservation and development without

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	<p>Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ?</p> <p>Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?</p>	<p>Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?</p>
	<p>so-called successful phase, things went back to business as usual. The main incentive (funds) remains the main challenge. Long term projects should be set with clear targets through phases.</p>	<p>renouncing to one aspect. As such using national resources to show the example of positive interventions, they can attract international investments and funding to support both conservation and development.</p>
CIFOR 2 (SONWA)	<p>Few actors beyond forest and Environment are aware on the implication of REDD+ in their sectors (Ex. Agriculture, Energy, Land planning, Finance etc....);</p> <p>Inter-sectoral coordination is thus very weak;</p> <p>National Institutions do not necessarily master what they need to do to transform the engagement of REDD+ into realities within countries;</p> <p>Sub-national master of REDD+ realities is not yet common;</p> <p>Mastering of the MRV engineering is not yet a realities in many countries; (</p> <p>Lack of financial facilities</p> <p>The coordination of REDD+ do not necessarily have the political power to move ahead with agenda of REDD+</p> <p>To optimize the existing mechanism, there is a need to: (a)Participatory evaluate the first decade of REDD+ in Central Africa; (b)encourage the knowledge around the REDD+ process and what it imply in term of national and subnational coordination within and between sectors ; (b)Strentengh the capacity on MRV systems; (c)Build the capacity of journalist to communicate on REDD+ dynamics; (d)strengthen country exchange of experience (We may plan to support circulation of civil-servant staffs between countries to learn from neighboring countries; (e)for certain sectors explore how to build the synergy with adaptation to climate change responses (Ex can be CSA: Climate Smart Agriculture)</p>	<p>Some of the key conditions at the international levels and within the region are related to: (i)availability of financial mechanisms to support the countries of the region (This include, supporting national institutions and stakeholders in the application of international climate finance); (ii) incentives to support REDD+ related sector (Agriculture, Energy, Land planning, etc...) in building their transition toward a low carbon foot print pathway; (iii)specific incentives related to the inter-sectoral coordination related to REDD+; (iv)Mechanism to make data on REDD+ available to countries (so that it can help in MRV and on the transparency mechanisms); (v)Strengthening of their capacity to work with private sector with activities related to deforestation (Help to work to free some key value chain with deforestation)</p>
CIFOR 3 (TABI)	<p>Inappropriate laws and regulations of the requirements of REDD implementation with the African context</p> <p>The sensitizing campaigns goals has not been achieved</p> <p>Misunderstanding of the real added value of REDD at different levels (local, national and regional)</p>	<p>It is important to improve the strategies aimed at imposing a reduction in greenhouse gases by country, particularly the polluting countries. Require large polluting companies to invest in reforestation.</p> <p>Likewise, it would be crucial to apply the "polluter-payer" policy on an international and regional scale. The Congo Basin as the second largest ecological lung in the world, must benefit from carbon credits pro rata without influences from Western firms. These different approaches can effectively trigger the functionality of REDD +</p>
UCLA	<p>Pricing is a major obstacle to the functionality of REDD+. In many cases, governments and communities judge, probably accurately, that the value REDD+ will pay to prevent deforestation is less than the earnings from deforesting. This is particularly true when transaction costs—the financing required to design, approve, implement, and monitor the projects—are taken into account.</p>	
AFORPOLIS	<p>The UN REDD+ process generated a constellation of promises in terms of multi-sectoral policy reforms, without a clear long-term perspective on how</p>	<p>(i) Taking into account the socio-political context of recipient countries in the formulation of policy reforms,</p>



Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?	Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?
	<p>these promises will be funded.</p> <p>Another obstacle which limits a more dynamic involvement of state bureaucracies is that there are no policy measures in the REDD+ mechanism in improving the working conditions of civil servants in forest-related administrations (pay rise, more permanent staff, incentive for virtuous employees, etc.).</p>	<p>(ii) identifying essential trade-off needed between key actors' groups: from the beliefs and ideologies of international actor groups (donors including inter-governmental organisations, conservation NGOs), the intrinsic interests of state bureaucracies as the formal owners of the majority of forestlands, the demands for an equal and fair access to forestland resources and related benefits by local and forest-dependent populations, as well as the aspirations of logging companies.</p> <p>(iii) The most challenging precondition to meet for a successful implementation of international forest governance and related policy instruments (i.e., REDD+, FLEGT, etc.) is probably to contribute in the building or reinforcement of the rule of law. Especially those which are able to enforce the existing forest regulations, while reducing weaknesses of "fragile states" structures that characterized the majority of Congo basin countries. In terms of state bureaucracy efficiency, Rwanda might be considered as a recent 'success story' among the COMIFAC member countries. Filling the democratic gaps of such a 'bureaucratic model' would be a more sustainable option for the majority of Congo basin countries.</p>
Contributions des membres du collège des multilatéraux		
COLLEGE	Publications de CAFI pour essayer d'améliorer la mise en œuvre	
GVTC	Manque de connaissances, transparence, gouvernance, absence de partage des avantages équitable, gestion des attentes, barrières institutionnelles et administratives	Besoins de réglementations et cadre politiques, participation et exclusivité
Contributions des membres du collège régional		
MINFOF	<p>Une faible mise en œuvre des législations forestière et environnementale ;</p> <p>L'insuffisance en terme d'internalisation des capacités ;</p> <p>La forte dépendance vis-à-vis des partenaires extérieurs pour mettre en œuvre les programmes ;</p> <p>Les problèmes de mœurs publiques (corruption par exemple) ;</p> <p>Les conflits de compétence entre sectoriels ;</p> <p>Une perception divergente de la propriété des terres et des forêts entre l'État et les communautés ;</p> <p>Aux réformes des sous-secteurs forestiers, s'ajoutent celles plus globales des États, notamment à travers : les processus de décentralisation administrative avec de nouvelles perspectives de dévolution de pouvoir et des responsabilités aux entités locales comme les communes et les régions.</p> <p>Les exigences d'un système MRV (Mesure, Surveillance, Vérification)</p>	<p>La problématique au niveau international du processus REDD+ est la valeur de la tonne de carbone qui fluctue énormément (marché de carbone). Les exigences d'un tel marché ne sont pas à date très bien maîtrisées pas les pays d'Afrique centrale.</p> <p>Le préalable en ce qui concerne le sous-secteur forestier serait donc, au niveau international, de se mettre d'accord sur un mécanisme incitatif de récompense des efforts de réduction consentis par les Etats de la sous-région.</p> <p>Comme évoqué supra, ses récompenses devraient être à la hauteur de la rente forestière qui regroupe, pour le cas du Cameroun, la redevance forestière annuelle, la taxe d'abattage, la taxe d'entrée à l'usine, le droit de douane à l'exportation et la surtaxe à l'exportation.</p> <p>En termes d'exemple de réussite dans la sous-région, il existe des initiatives à petites échelles mises en œuvre dans certains pays du Bassin du Congo,</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?	Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?
	<p>fonctionnel se sont essentiellement heurtées aux problèmes de capacités techniques nationales et de ressources humaines insuffisantes qualifiées. Les contraintes liées à la coordination peuvent être considérées à trois niveaux : la coordination inter et intra-sectorielle, la coordination entre partenaires du Gouvernement et la coordination des actions de la société civile. Il a été relevé à ce niveau, une faible harmonisation au niveau des politiques sectorielles en lien avec les forêts, notamment celles qui régulent entre autres le secteur forestier, le foncier, l'environnement, les infrastructures, les mines et l'agriculture.</p> <p>S'agissant de la mobilisation et de la participation, le processus REDD+ au niveau de la sous-région s'est révélé extraverti et élitiste, de même qu'il a été observé un déficit de mobilisation et de participation au processus REDD+.</p> <p>Concernant les co-bénéfices, ceux-ci ont posé non seulement la question des potentiels ayant-droits aux avantages générés par les réductions et absorptions des émissions de carbone, mais également celle des activités éligibles. D'un côté, les activités éligibles au mécanisme REDD+ devraient être clarifiées par les négociations internationales et forcément avoir des implications sur l'identification des catégories d'acteurs qui les mettent en œuvre pour prétendre à des avantages. De l'autre, le contexte de « pluralisme légal » et le « conflit de langage » entre l'État et les communautés locales et autochtones sur la propriété des terres et des ressources forestières n'a pas facilité non plus l'identification des potentiels ayant-droits. A ceci s'est ajoutée l'absence de clarification des droits liés à cette nouvelle marchandise que constitue le carbone.</p> <p>S'agissant de la réforme foncière, aucune expérience empirique sur la REDD+ dans la sous-région n'a permis d'esquisser un mécanisme potentiel de redistribution des bénéficiés.</p> <p>En définitive, la course effrénée, constatée au niveau de la CCNUCC et dans les mécanismes parallèles pour faire avancer le processus REDD+ au niveau international, a dû tenir compte de l'inertie au niveau de certains pays, susceptible de plomber les objectifs de réduction des émissions du sous-secteur forestier.</p> <p>L'une des conditions de réussite de la REDD+, comme le soulignent bien Seymour et Angelsen (2009), est que la « volonté de payer » exprimée au niveau international puisse rencontrer la « volonté d'agir » au niveau sous régional. Il semble que cette dernière n'a pu véritablement s'exprimer et</p>	<p>notamment le Projet Intégré REDD+ du Mai-Ndombe, conduit avec l'appui du fonds carbone, et dont l'objectif est la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du district du Mai-Ndombe. Cette initiative fonctionne assez bien d'après les informations reçues.</p> <p>La démarche au niveau du Cameroun s'agissant de l'élaboration de la stratégie REDD+ est aussi édifiante, elle a consisté au terme de l'évaluation des premières étapes du processus d'appropriation, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Identifier les projets pilote potentiels dans plusieurs zones du pays; Prévoir des programmes qui assurent le suivi et l'évaluation des impacts de la REDD+ sur les communautés des forêts ; Prendre en compte aussi bien les options sectorielles (agriculture, agro industries, l'élevage, l'énergie etc.) que les options transversales (aménagement du territoire, gouvernance) ; <p>Les secteurs suivants doivent bénéficier d'une attention particulière : les secteurs touchant à l'utilisation des terres (il faut notamment clarifier et sécuriser les droits fonciers ; l'incertitude sur les droits de propriété et l'accès aux terres forestières est potentiellement un obstacle à la mise en œuvre de la stratégie REDD), l'agriculture, l'aménagement du territoire, le développement rural, les mines, les hydrocarbures, les secteurs affectant directement l'utilisation des ligneuses, notamment l'énergie, l'économie, l'industrie, etc. (Cf. Mpoyi et al, 2013) ;</p> <p>La mise en place d'un modèle et de mécanismes efficaces de partage des bénéfices est un élément capital pour le processus, en ce qu'il constitue un élément essentiel de participation et de garantie de permanence. Ceci passe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> La définition du statut juridique du carbone, spécialement du carbone forestier, ainsi que de sa propriété ; L'identification des parties prenantes à un projet/initiative REDD+ ; La prise en compte des apports non matériels et leur intégration au coût du projet ; La définition du revenu REDD+ distribuable ; <p>Les modes d'injection des bénéfices dans les communautés aux fins d'éviter les impacts nuls, de minimiser les effets pervers et d'éviter la confiscation par l'élite (Cf. Mpoyi et al, 2013) ;</p> <p>Diversifier les sources de financement en mettant l'accent, au plan national, sur la mobilisation du secteur privé.</p> <p>Au niveau sous régional, la REDD+ doit être conçue comme un outil de</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat		
2. REDD+ et au-delà		
	Obstacles à l'opérationnalisation de la REDD+ en Afrique Centrale ? Comment optimiser les mécanismes existants pour que REDD+ fonctionne ?	Conditions préalables à remplir au niveau international et dans le bassin du Congo ? Exemples de réussites dans la région ?
	<p>répondre à la demande internationale à la vitesse qui a été imposée.</p> <p>ii. Pour que la REDD+ soit opérationnelle, il y a lieu de clarifier le mécanisme de récompense des efforts de réduction et de s'assurer que lesdites récompenses arrivent effectivement à ceux qui y auront contribué.</p> <p>De même, pour ne parler que du sous-secteur forêt, ses récompenses devraient être à la hauteur des rentes forestières en vigueur car ces dernières visent principalement la contribution des forêts tropicales au développement économique des pays, grâce aux recettes de la fiscalité forestière.</p> <p>Aussi, l'Accord de Paris signé en 2015 avec l'arrivée des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) semble être une approche qui pourrait voir une mise en œuvre effective des actions de REDD+ pour ce qui est des actions de réduction à mener dans le secteur forestier.</p> <p>Néanmoins, la stratégie 2020 forêt et faune du Cameroun pour la période 2013-2017 (réduction des émissions de gaz à effet de serre et limitation de la déforestation) avait été évaluée à 388 millions de dollars américains, ce qui préjuge du coût élevé de la mise en œuvre effective des actions climatiques pour l'après-2020.</p>	<p>développement susceptible d'aider les pays à atteindre l'objectif de développement durable et d'amélioration des conditions de vie des populations. Il convient à cet égard de prendre en considération les éléments suivants :</p> <p>La redistribution équitable des revenus ;</p> <p>Le processus d'élaboration du R-PP doit être participatif, inclusif et reposer sur un capital de confiance entre les acteurs de divers horizons. Pour ce faire, il faut privilégier, dès le départ, des consultations à grande échelle ;</p> <p>Dans la stratégie de communication et de dialogue, il faut mettre un accent particulier sur la concertation avec les groupes les plus vulnérables (populations locales, femmes rurales, etc.) ;</p> <p>Dans l'élaboration du R-PP, le recours à l'expertise locale doit être privilégié;</p> <p>Le scénario de référence devrait prendre en compte la déforestation et la dégradation des forêts mais aussi les efforts de conservation et d'augmentation des stocks de carbone à l'échelle nationale et les facteurs d'ajustement nationaux en fonction des projections de développement ;</p> <p>La conception du système de suivi doit intégrer des idées préliminaires sur le renforcement des capacités du pays à suivre les réductions d'émissions et le renforcement des stocks de carbone forestier ainsi qu'à évaluer les répercussions de la stratégie REDD+ dans le secteur forestier.</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
Contributions des membres du collège de la société civile			
REFADD	<p>Le Fonds Vert pour le Climat (FVC), il entend accompagner les pays en développement, notamment les communautés vulnérables à mettre sur pied des stratégies d'atténuation et /ou d'adaptation au Changement Climatique.</p> <p>Climate-smart agriculture (agriculture intelligente face au climat) ;</p> <p>Réduction des émissions des GES dans le secteur des transports et industriel ;</p> <p>Promotion d'énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique au Cameroun ;</p> <p>Promotion des villes climato-intelligentes comme par exemple prévu au Cameroun (planification urbaine et gestion des risques climatiques) ;</p> <p>Gestion écosystémique et adaptation ;</p> <p>Résilience des communautés rurales.</p>	<p>Le « paiement aux résultats », semble être assez prometteurs dans le contexte des forêts du Bassin du Congo. La définition d'un cadre coercitif (sanctions) prises contre les auteurs des infractions aident aussi à l'atteinte de ces objectifs.</p> <p>Par ailleurs, à travers le Fonds international pour financement des réformes structurelles, les pays peuvent bénéficier des programmes de Paiement pour Service Environnementaux (PSE)</p> <p>Les activités pouvant ici être rémunérées prennent aussi en compte les activités de reboisements, conservation des forêts et gestion forestière.</p>	<p>Les forêts et les services écosystémiques qu'elles fournissent peuvent être intégrés de manière plus visible dans les Contributions Déterminées au niveau National par l'identification et l'intégration des actions visant de manière direct l'amélioration de la gouvernance forestière, car elle est cause majeure de la déforestation et donc des changements climatiques.</p> <p>Il est par ailleurs dans le cadre des révisions, de mettre un accent sur la construction d'une synergie entre la FLEGT et la REDD+ voire entre la REDD+ et d'autres secteurs jugés pertinents, pour un meilleur impact des actions visant à réduire les changements climatiques.</p>
ROSCEVAC	<p>Faire évoluer les paradigmes du passé vers ceux du futur concernant l'aménagement forestier tels que pratiqué en Afrique Centrale à ceux de l'aménagement écosystémique ;</p> <p>Associer la conservation, valorisation durable de la biodiversité et les services écosystémiques à l'analyse des outils économiques ;</p> <p>Associer l'économie, l'évaluation et l'intégration du développement durable ;</p> <p>Stimuler la demande et structurer les marchés des services écosystémiques et proposer l'offre correspondante ;</p> <p>Etablir le lien entre la bonne disposition à payer au niveau mondial et les utilisateurs des forêts au niveau local</p>	<p>Un changement de terminologie s'impose, passage de Paiements pour Services Ecosystémiques (PSE) à Paiements pour Préservation des Services Ecosystémiques » (PPSE)</p>	<p>La majorité de pays africains ont soumis en 2015, des CDN sans réalisation d'études préalables approfondies et bon nombre encore à ce jour n'ont pas conçu des politiques, stratégies et plans d'actions sectoriels associées. L'année 2020 qui correspond à la révision des premières CDN doit être mise à profit pour :</p> <p>Réaliser des études de consolidation/actualisation des CDN actuelles portant sur la gestion, la conservation, la valorisation durables des forêts, sa biodiversité et ses services écosystémiques ;</p> <p>Contribuer à l'établissement du système de la gouvernance climatique du Gabon et à l'intégration des objectifs des CDN actualisées dans les planifications des ministères sectoriels ;</p> <p>Contribuer à la déclinaison des objectifs des</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
			<p>CDN actualisées au niveau des services centraux et déconcentrés en tenant compte de toutes les échelles (nationale, provinciale, départementale, cantonale)</p> <p>Renforcer les capacités des parties prenantes, élaborer et mettre en œuvre les projets ;</p> <p>Opérationnaliser les procédures et mécanismes de facilitation d'accès à l'information libre (politique de données ouvertes / Gouvernement ouvert/ OpenGov) ;</p> <p>Promouvoir la prise en compte du genre et la budgétisation sensible au genre au sein des institutions et soutenir la parité Femmes-Hommes dans la planification et la mise en œuvre des projets.</p>
CEFDHAC RDC	Nous pensons qu'il faut changer le discours international sur l'additionnalité et commencer à développer des vastes programmes des paiements des services environnementaux à la base et promouvoir l'entrepreneuriat vert	<p>La restauration des paysages</p> <p>La conversion des métiers destructeurs de l'environnement en entrepreneurs verts</p>	Nécessité de valoriser les aires protégées et de tout ce qu'elles regorgent comme banque des ressources naturelles à multi usage et dégager la valeur économique.
CEFDHAC Rwanda	Un élément important pour l'immense valeur économique des Services écosystémiques fournis par les forêts du BC, il faut pouvoir investir sérieusement dans l'évaluation quantitative de ces services et leur donner des valeurs réelles parce que jusqu'à présent, l'on ne fait que pratiquement les mentionner qualitativement.	<p>Le marché des biens dominé par l'exploitation de bois d'œuvre ;</p> <p>Le marché de biens lié à des filières informelles telles que charbon de bois, les produits forestiers non-ligneux (PFNL), le bois d'œuvre de sciage artisanal et le gibier).</p> <p>Le marché de services dominé par celui des crédits carbone notamment les initiatives REDD+ en cours de structuration</p> <p>Le marché de services lié à la valorisation de la biodiversité considérée comme un service de soutien au tourisme/écotourisme.</p>	Réponse comme à la question ci-haute : L'intégration des services écosystémiques dans la mise en œuvre des CDN actuels et dans les CDN révisées du BC passera absolument dans leurs bonnes connaissances (évaluation quantitative) et la maîtrise et l'évidence de leurs rôles dans les économies des pays.
Contributions des membres du collège des ONG internationales			
CUSO	<p>Mécanisme de valorisation du patrimoine génétique.</p> <p>Mécanisme de sauvegarde des espèces rares et</p>	<p>Paiement des services écologiques</p> <p>Paiement des services liés au patrimoine génétique</p>	Plus grande institutionnalisation et normalisation des services forestiers dans le Bassin du Congo.

Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
	<p>en voie de disparition.</p> <p>Mécanisme de compensation pour la préservation des massifs forestiers.</p> <p>Mécanisme d'optimisation de l'agriculture.</p> <p>Mécanisme de participation au partage des biens et services écologiques.</p>		Rentabilisation des coûts de production des services forestier et réinvestissement dans le développement communautaire.
TRAFFIC	<p>Consideration of a global payment system (some kind of tax)</p> <p>Furthermore, more work towards supporting the Nagoya Protocol on ABS under the Convention on Biological Diversity (CBD).</p>	PES	
WCS			<p>Forests (and other high carbon ecosystems, notably peatlands) should be an explicit and separate part of each NDC,</p> <p>Targets should be explicit about the levels of degradation, committing to keep degradation at or below current levels overall, with no degradation at all permitted in the most intact forests in the country. The full range of factors that degrade forests should be considered, including fragmentation and the loss of ecologically important fauna.</p> <p>Overall commitments should be ambitious, but it is appropriate for central African nations to make a part of their commitments in the forest sector conditional on international finance.</p> <p>When quantifying the benefits of achieving NDC targets, countries should not include just the emission reductions due to deforestation but also those due to avoided degradation of all kinds. Furthermore, the scale of the carbon sink into intact forests should be quantified in a separate calculation, in particular that part of it which would otherwise be lost in the absence of successful forest protection.</p> <p>The NDCs should give an indication of the methods by which forest-related targets will be</p>



Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
			achieved (eg expanded and strengthened systems of protected areas and community lands).
WWF	Mise en place de Fonds fiduciaires pour les services Eco systémiques du Bassin du Congo , pouvant recevoir des contributions des acteurs internationaux et nationaux (barrage de Inga en DRC pouvait être un cas pilot). Mise en place des mécanismes facilitant les paiements au niveau national/local par les entreprises bénéficiant directement de la protection des services écosystémiques ou ayant des activités impactant les services écosystémiques.	Envisager un système de redevance comme dans le cas de l'exploitation forestière (exemple du Cameroun) Mette en place un instrument de valorisation et de PSE dans les zones à vocation multiple, prioritairement au profit des communautés locales et autochtones	Développement et harmonisation des outils de collecte de traitement et analyse des données des divers services Eco systématique des forêts Production des rapports en relation avec les engagements sur la CDN. Mise en œuvre d'un mécanisme de suivi et de capitalisation des initiatives de valorisation des Services écosystémiques qui contribuent à alimenter la CDN
ZSL	Identification des services écosystémiques et évaluation de leur valeur économique. Définition d'un processus et plan de capitalisation financière de ce service par une task force créée à cet effet.	Les droits d'eaux dans le cadre de la production hydroélectrique et les compensations sous forme d'offset pour la conservation des espaces naturelles productrice de services écosystémiques sont des pistes à explorer	Il faut pouvoir déterminer la valeur réelle Contributions (prévues) déterminées au niveau national.
Contributions des membres du collège du secteur privé			
COLLEGE		Est-ce que les concessionnaires peuvent récupérer une partie des services qu'ils rendent ? Pour cela chaque société doit être capable de prouver et chiffrer ces services environnementaux rendus Aujourd'hui tout est pour le propriétaire, donc l'Etat, Il faudra que le rôle que joue le concessionnaire soit reconnu (et donc changé dans l'opinion des parties prenantes) Valoriser à travers des avantages fiscaux et paiement pour services rendus (mécanisme de compensation, ATIBT travaille sur ce sujet avec des experts financiers à travers du projet FLEGT-REDD, et tiendra tout le monde informé à travers le newsletter ATIBT)	
INRERHOLCO	Avant tout il faut assurer/clarifier qui veut/peut	Cash/liquide directement à l'organisme/à la	Faire des audits sur les services rendu et les



Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
	<p>financer. Il ne faut perdre de l'énergie avant qu'un organisme s'intéresse fortement à financer et propose des pistes comment l'argent arrivent concrètement chez la société qui rends les services</p> <p>Il faut rembourser les acteurs privés pour leurs services</p> <p>Il faut établir des projets/services qui sont permit pour recevoir un remboursement</p> <p>Le remboursement pourrait se faire de deux manières : compensation avec des taxes à payer par la société forestière à l'état OU remboursement en liquide/cash directement à la société pour rembourser les frais de service rendu</p> <p>REDD+ doit venir en aide à FLEGT, un mécanisme où l'aspect de protection du climat n'est pas pris en compte et ça devrait se traduire en 'green lane' pour le bois africain certifié</p> <p>Incitation à l'utilisation de bois issu d'une gestion responsable et éco-certifiée sur le marché : penser à une norme / à un standard attribuant automatiquement plus de poids au bois du bassin du Congo au niveau européen : dans les achats publics, même dans le calcul du cycle de vie (il est vrai que le bois africain vient de loin par rapport au bois local, mais il a plus de valeur sociale et de protection environnementale et du climat, pourvu qu'il soit certifié)</p>	<p>société forestière certifiée qui a rendu le service</p> <p>Accès des communautés à des lignes de micro-crédit, par leur rôle d'appui à la conservation de la faune (voir encore comment gérer ce processus / mécanisme)</p>	<p>mettre en publique (internet, rapport, SPOTT-rating, etc.)</p>
Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche			
CIRAD	Il faudrait déjà que l'Afrique centrale soit dotée de capacités humaines pour procéder à ce genre d'évaluation. Or, quasiment aucun cursus universitaire n'inclut ce genre de compétences.		
RIFFEAC	Forêt modèles, marquées par une approche	Un cadre de paiement électronique sans	Hypothèse de création d'une monnaie carbone



Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
	collaborative de gestion durable des ressources naturelles et un partenariat volontaires ou tous les acteurs sont impliqués Mécanisme tenant compte d'un partenariat public-privé- société civil africains à toutes les échelles sociales.	intermédiaires qui lie directement le gestionnaire de la forêt au marché du service écosystème	
CIFOR 1 (ABDON)	Build sustainable value chains from forest products for food security, including woodfuel and NTFPs. Develop ecotourism to value the great potential that offer the referred ecosystems. Improve agroforestry activities beyond forest ecosystems to be able to supply markets.	Associate more local communities through community forests in one hand and encourage family forests in the other hand where land has been distributed among families, in the national domain. In that context local permanent forest can be defined resulting to payment for Ecosystem Services.	Through the idea of instituting family forests, beside community forests, the governments could build an encouraging network of actors contributing to carbon sequestration in particular and forest conservation in general with clear statistics.
CIFOR 2 (SONWA)	There is a need to end/reduce the poverty in forest landscapes by improving the management of the different value chain (Food crops, perennial crop, etc...) that exist in these landscapes. Infrastructure that can help to improve the quality of life of rural population need to be promoted. Nature base solutions need to be at the centers of responses search for constraints in forest landscape	The local conditions are generally remote with population below the poverty line and PES approach need to consider individual, but some comment supports that can improve the level of the community, increase their resilience and move them away on the practices that threatening the forest. Previous local initiatives that had been implemented can help to generate lessons on previous benefice sharing mechanism that had been applied in the region.	More knowledge on the forest & ecosystem services need to be make available to country during the revision of their NDC. At the COMIFAC level such data could be generated and put at the disposal of countries during the process of revision of the NDC. During the NDC revision a more balance need to be giving to Adaptation and Mitigation.
INSTITUT NAT. SC BELGIUM	Conserving forest as a peace dividend and integrating conservation conditionality with ODA. Negotiating with China on human rights and conservation	Well embedded into local governance with enough safeguards and watchdogs	
Contributions des membres du collège des multilatéraux			
GVTC	Élaborer des cartes et modèles PSE de façon participative	Les PS qui ont une valeur de marché directe et dont les droits d'usage sont connus Il faut avoir une idée claire sur les acteurs dans la chaîne de valeur ajouté, Exemple : Tourisme	Il faudra d'abord les modèles PSE
Contributions des membres du collège régional			
MINFOF	L'évaluation économique et spatiale desdits	Dans l'état actuel des connaissances, le	Les engagements pris dans la CDN auraient dû

Processus CNUCC : Forêts et climat			
3. Alternatives pour l'évaluation économique des services éco-systémiques des forêts			
	Quels mécanismes alternatifs envisager pour prendre en compte les forêts du Congo de manière appropriée et conforme à leur rôle ?	Au niveau local, quels types de paiement originaux et prometteurs dans les différents contextes du bassin du Congo ?	Comment mieux intégrer les services éco-systémiques dans la révision des CDN et dans leur mise en œuvre ?
	<p>services</p>	<p>Cameroun n'a pas encore défini de cadre formel de paiement pour les services écosystémiques des forêts.</p> <p>Par principe, le paiement pour les services écosystémiques stipule que les bénéficiaires externes des services environnementaux fassent des paiements directs, contractuel et conditionnel à des propriétaires ou à des usagers locaux s'ils adoptent des pratiques qui sécurisent la conservation/restauration de l'écosystème et assurent ainsi la production des services environnementaux.</p> <p>Écotaxe forestière</p> <p>La REDD+</p> <p>Une des pistes envisageables pour répondre à cette problématique est de passer d'une logique de compensation des coûts d'opportunité, souvent caractérisée par un abandon de droits d'usage, à une logique d'investissement servant à financer des changements d'itinéraires techniques structurels (Karsenty et al., 2009).</p>	<p>incorporer la gouvernance forestière pour atteindre les objectifs de lutte contre le changement climatique. De ce fait, il serait souhaitable, pour une intégration visible des forêts dans la CDN révisée, que le pays bénéficie d'un accompagnement substantiel en vue de la prise en compte des actions en faveur de la gestion durable des forêts.</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
Contributions des membres du collège de la société civile			
REFADD	<p>L'adoption d'un cadre politique, instrument de planification de l'utilisation des terres, serait un moyen efficace et répressif de définir les limites forestières entre les terres exploitables et celle qui ne le sont pas. Toute transgression serait de fait passible de sanction prédéfinie par les cadres juridiques correspondants. Il serait par ailleurs question de renforcer les lois, cadres juridiques préexistants sur ces problématiques afin de leur donner une plus grande force coercitive qui faciliterait leur application ;</p> <p>Les campagnes de sensibilisation auprès des populations à la base sur le bien-fondé de la limitation de la pression sur les forêts vierges seraient indiquées avant toute action coercitive.</p>	<p>Définir un cadre institutionnel (juridique et politique) favorable à cette initiative ;</p> <p>Réaliser une évaluation des opportunités de restauration au niveau des zones concernées ;</p> <p>Définir les options de restauration durable ;</p> <p>Définir les priorités de restauration ;</p> <p>Mettre en place des éléments incitatifs adéquats au plan social, économique et écologique pour des investissements accrus de restauration dans les secteurs public et privé ;</p> <p>Encourager la participation des communautés locales et prendre en compte leur besoin et droit dans la mise en œuvre du processus.</p>	<p>Ethiopie et du Niger avec « la régénération naturelle gérée par les agriculteurs », la gestion améliorée des terres boisées, la reforestation, la sylviculture intercalée, qui ont prouvé que la RPF offre des bénéfices multiples et peut être mis en œuvre sur des étendues forestières assez importante.</p> <p>Comme leçon on peut retenir :</p> <p>l'importance de la volonté et de l'action collective dans les actions de restauration.</p> <p>Prendre en compte les droits fonciers et impliquer des parties prenantes locales tout au long du processus ;</p> <p>Mener une approche inclusive basée sur le CLIP</p> <p>D'impliquer de manière active les différentes couches de la population (autochtones, femmes, jeunes, etc.) dès l'entame du projet ;</p> <p>Prendre en compte le contexte local afin d'adapter les actions aux situations ;</p> <p>Restaurer les paysages entiers plutôt que les sites individuels ;</p> <p>Protéger la sécurité alimentaire par la préservation des moyens de subsistance des communautés.</p>
ROSCEVAC	<p>Réaliser à l'échelle de la région, une appropriation par les acteurs clés, des cadres conceptuels et nombreuses initiatives sur les paysages et les moyens de leur restauration</p> <p>Internaliser le cadre mondial de la biodiversité pour l'après la restauration des écosystèmes pour une résilience accrue</p> <p>Tenir compte des lignes directrices sur la restauration des paysages forestiers en contexte tropical produites dans le cadre d'une collaboration de</p>	<p>Proposer un cadre institutionnel (politiques publiques, réglementation, acteurs clés) de la restauration des paysages forestiers ;</p> <p>Transformer les Paiements pour Préservation des Services Ecosystémiques en outil de conservation de la biodiversité en repensant au préalable les cadres conceptuels et défis opérationnels d'action en renforçant les droits réels au profit de la biodiversité ;</p> <p>Proposer des incitatifs économiques (fiscalité</p>	<p>Projet de muraille verte en Afrique de l'Ouest /Centre associant plusieurs pays (Sénégal, Niger, Tchad, ...);</p> <p>Projet de plantations forestières et/ou de complexes agroforestiers au Cameroun, au Congo, en RDC associés à une valorisation des produits en terme de biocarburant (plantations d'Eucalyptus au Congo), crédits carbone (en RDC) ;</p> <p>Initiative pour la restauration des paysages</p>

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
	plusieurs organismes (OIBT, CIFOR, FAO, IUCN, IUFRO, UN- Environment, WeForest, WRI, Collaborative Partnership Forest et Joint Initiative on Forest Landscape Restoration).	attrayante, facilités diverses) pour inciter aux investissements couteux en y mentionnant les débouchés des produits	forestiers africains - AFR100 ; Initiative Équateur du PNUD en faveur des solutions locales de développement durable pour les gens, lanature et les communautés résilientes ; Initiative IUCN de conservation des forêts ; Initiative conjointe OIBT pour la Restauration des paysages forestiers et Partenariat de collaboration sur lesforêts ; Global Landscapes Forum qui montre comment les communautés locales ont réussi à traduire lesengagements de restauration en solutions.
CEFDHAC RDC	Relancer le débat sur le zonage forestier et mettre en place des systèmes de productions agricoles et agroindustrielles sédentaires qui soient rentables dans la durée. Développer des lois foncières efficaces ainsi que des outils de l'aménagement du territoire fonctionnels et équitables		Le cas des réserves de biosphères qui tiennent encore malgré la pression des populations pour la récolte du bois énergie comme le cas de Luki dans le Congo central en RDC. La dépollution des lacs et des sites ayant servi pour la production minière au Rwanda et à Lubumbashi en RDC, etc.
CEFDHAC Rwanda	Pour réduire la pression sur les paysages forestiers vierges, il faut pouvoir analyser toutes les causes profondes et immédiates ainsi que les facteurs qui entrent dans ce jeu ; puis voir les solutions possibles à préconiser cas par cas Recourir à un solide aménagement du territoire avec des plans d'affectation des terres tenant compte du maintien de ces paysages forestiers vierges. Dans cette action importante, il est à mettre l'accent sur la cohérence et la coordination des politiques sectorielles. Mieux connaître les espaces forestiers vierges à conserver et assurer la valorisation de leurs ressources naturelles (biodiversité, etc...) de manière à les faire contribuer au développement local dans l'esprit de partage équitables des bénéfices avec les	Contrairement à la majorité d'acteurs qui confondent la restauration des paysages forestiers dégradés au reboisement purement et simplement, les conditions préalables devant être remplies pour utiliser la restauration des paysages dégradés comme un bon outil pour détourner la pression sur les écosystèmes forestiers intacts, c'est de s'en tenir au respect même de la définition de ce concept. Les lignes directrices proposent des orientations à deux types d'utilisateurs: d'une part, la catégorie des responsables des politiques et autres décideurs, qualifiés de «catalyseurs» (ou «facilitateurs») dans la mesure où ils fournissent notamment les	Si l'on respecte exactement la démarche proposée par « GPFLR » dans la définition de la restauration des paysages forestiers (RPF) ; à savoir «un processus actif qui rassemble les personnes pour identifier, négocier et mettre en œuvre des pratiques susceptibles de restaurer un équilibre optimal convenu des bénéfices écologiques, sociaux et économiques procurés par les forêts, au sein d'un cadre plus vaste d'utilisation des terres» ; il y a lieu de dire que dans notre région d'Afrique Centrale, les exemples de bonnes pratiques pour une restauration réussie des forêts et des paysages sont sujets à discussion ! Oui, beaucoup de projets et autres initiatives

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
	<p>acteurs locaux.</p> <p>Comme l'agriculture figure comme l'une des grandes causes de la dégradation des écosystèmes forestiers, l'on devrait favoriser le développement d'une agriculture intensive à forte productivité sur des zones encore disponibles dans les environs des écosystèmes forestiers envisagés pour protection.</p> <p>Pour la démographie constituant l'un des moteurs de la déforestation et la dégradation des écosystèmes forestiers naturelles, l'éducation de la population pouvant aboutir au contrôle volontaire des naissances représente un défi important pour la durabilité de ces écosystèmes forestiers.</p>	<p>politiques, les mécanismes de gouvernance et les incitations, de type financier et autres appropriés, d'autre part, les praticiens, qui sont ce que l'on pourrait appeler les «faiseurs», c'est-à-dire ceux qui réalisent la restauration</p>	<p>ont vu le jour dans la région mais souvent avec seulement quelques aspects isolés à caractère de RPF. Par exemple, la majorité de projets et initiatives ne tenaient que compte des considérations de certaines parties prenantes (politiciens, bailleurs de fonds, techniciens, etc...). Il a manqué un réel processus actif pour rassembler toutes personnes parties prenantes pour ensemble identifier, négocier et mettre en œuvre des pratiques convenues.</p>
Contributions des membres du collège des ONG internationales			
CLIENT EARTH	<p>Securing forest-dependent communities' rights and allowing greater rights and control over their lands and resources</p> <p>Currently, community forestry appears to be one of the most viable options to secure tenure rights of LCIPs. For example, in May 2018, representatives from the government, civil society and LCIPs from the region came together to elaborate and adopt the Roadmap for More Effective Participatory Forestry in Central Africa, also known as the "Brazzaville Road Map". However, in order for community forestry to be truly effective, a favorable legal and political environment has to be created.</p>		
CUSO	<p>Exploitation abusive: préconiser une forte réglementation appuyée par de la certification.</p> <p>Exploitation normalisée : accroître la transformation locale afin de garantir les emplois.</p> <p>Récupération des rebus : renforcer la chaîne de récupérations de rebus afin d'optimiser les exploitations des bois de coupe.</p> <p>Agriculture : optimiser la production sur les petites surfaces afin d'en réduire l'extension.</p> <p>Privilégier l'agroforesterie.</p>	<p>Règlementation communautaire avec un engagement plus incitatif.</p> <p>Implication des communautés dans le système de régénération.</p> <p>Fixer des quotas par pays afin d'engager les décideurs à plus d'action.</p> <p>Accorder les facilités aux communautés les plus entreprenantes dans et autour des réserves forestières.</p>	
TRAFFIC	<p>Creation of alternative economic and development activities outside these forest landscapes.</p> <p>Capacity building for resource users.</p>	<p>The assessment of restoration opportunities and identification of appropriate restoration options/practices per each priority area for restoration is necessary. More importantly, the identification of species needed to restore degraded areas can play a big role: if there is i.e. a clear objective to promote lesser-known</p>	

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
		autochthonous species of good financial value, then there should be an incentive effect.	
WCS	<p>Improved governance framework for forests, including land-use plans and local land tenure legislation that confers true ownership of land to communities and indigenous groups.</p> <p>Expand and strengthen socially equitable protected areas.</p> <p>Reduced dependency on forests for energy and food production (at national and international level)</p> <p>Tax and financial incentives for responsible companies engaged in agriculture, commodities, mining, timber etc.</p> <p>Carbon financing or some other performance-based payments to incentivize govts to conserve rather than exploit forests whilst also meeting economic and development goals</p> <p>Linking better forest protection (including community management) to sustainable intensification of agriculture in areas outside the forest.</p> <p>Careful planning of infrastructure (including state roads, access roads to dams and mines, and logging roads) to avoid opening up access to formerly intact forests</p> <p>Recognize the loss of ecologically important fauna as part of the concept of degradation, and a serious threat to forest health, and to prioritize this threat when protecting forests.</p> <p>Include the monitoring of such landscapes in national monitoring frameworks and target-setting.</p>		<p>Large-scale/national reforestation programs (e.g. in Republic of Congo and to a lesser extent CAR).</p> <p>Institutionalization and promotion of national tree planting day.</p>
WRI	<p>Il faudrait intégrer la gestion des paysages dans l'élaboration et la mise en œuvre des schémas d'aménagement du territoire au niveau national, régional et local.</p> <p>L'Etat devrait maîtriser les courants migratoires, planifier la mise en place des nouveaux villages et être au cœur de l'aménagement des paysages agricoles.</p>	<p>Il faudrait cartographier les usages des terres et établir un Baseline paysages dégradés à différentes échelles (nationales, régionale et locale).</p> <p>Il faudrait ensuite élaborer les stratégies de restauration en tenant compte des politiques et stratégies sectorielles existantes, des engagements nationaux et internationaux, des spécificités/ priorités nationales, régionales et locales.</p> <p>Enfin, il faudra mettre sur pied les mécanismes appropriés de suivi de cette stratégie.</p>	
WWF	<p>Définir la protection comme priorité nationale (toutes ces zones particulièrement vulnérables aux changements d'affectation des terres et à la dégradation doivent être identifiées et classés en zone de conservation)</p> <p>Développer et respecter les plans d'affectation des</p>	<p>Inclure la restauration dans les cadres normatifs (agricoles et agro-pastorales, comme c'est déjà le cas dans le secteur forestier dans certains pays)</p> <p>Dégager des financements endogènes nécessaires pour la restauration afin d'éviter la</p>	<p>Au Cameroun, un exemple de meilleure pratique pour restauration réussie des paysages des régions septentrionales du Cameroun a été l'opération « Sahel vert ». Elle a été relancée depuis 2008, cette initiative gouvernementale et des organisations a</p>



Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
	terres Nécessite une bonne surveillance en temps réel (télédétection et sur le terrain)	dépendance vis-à-vis des financements extérieurs fluctuants et insuffisants. Adopter une démarche participative et inclusive dans les programmes et projets de restauration des paysages Mettre en place des mesures/mécanismes incitatifs à l'utilisation des produits forestiers issus de la restauration des forêts et des paysages dégradés Définir des espèces essentielles pour l'homme et les animaux sauvages comme l'éléphant (ébène, sapelli, arbres fruitiers,...)	permis de restaurer plus de 500.000 hectares de sol.
ZSL	The evident thing is that when a forest area has not a clear management status, it is most vulnerable to land use changes. The most imperative thing to do is to clarify the status of forest areas and apply the adequate management practices and use the cleared land in effective manner (perhaps through improve farming practices, Varieties selection to improve yields in the same area of land, etc.) Alternative livelihoods strategies which swiches interest from forest clearance or degradation for the local peoples must be developed. There must be local peoples (who are indeed custodians) participation at every level of decision making and management.	It will be very conflicting to do any restoration activity without first of all understand what led to the degradation, what new underlying realities have been born out of the degradation, understanding what land use and tenure patterns exist in the area and the drivers of degradation and eventually what the land needs are. Once these things are known, clear paths could be charted for restoration exercises that will eventually assuage interest in intact forest ecosystems conquest. There would in the process be and intense sensitization program that should continually maintain cohesion in the community and fortify the momentum to restore and protect.	There is a huge landscape restoration project on the mount Bamboutos in the western highlands of the republic of Cameroon conducted by Erudef an NGO based in the south west region which has won the interest of the local population and traditional authorities, not just in restoring the mount Bamboutos landscape but to protect the remnants forest areas including galleries within. In the process, there was alongside the creation of a sanctuary within this landscape with the benediction of the local population who have developed activities along the domestication of some NTFPs to generate income for households, add value to forest, and support local economies. It is clear that, conservation and restoration is most likely to be achieved if a proper participation of local stakeholders is obtained.
Contributions des membres du collège du secteur privé			
INRERHOLCO	Une bonne planification spatiale (« land-use planning »), qui permet d'optimiser l'utilisation des terres (les plantations agricoles devraient être créées dans les zones dégradées, la planification de l'urbanisme	La plupart des forêts dégradées, sont dégradées par le feu et l'utilisation agricole, vu que l'utilisation de terre n'est pas définie clairement et respecté, surtout en dehors des	Un Projet sur la protection contre le feu (sensibilisation, contrôle par les autorités), afin d'éviter que le feu de l'agriculture sur brûlis avance dans les autres zones (la gestion

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
	<p>devrait prendre compte des zones de haute valeur de conservation.</p> <p>Appliquer les lois existantes avec l'aide de la police/gendarmerie, afin d'éviter l'exploitation illégale et la déforestation (les plans d'aménagement dans le bassin du Congo ont des séries bien définies (série de production de bois d'œuvre, séries de conservation / protection ; séries agro-forestière / de développement). Le respect des plans d'aménagement doit être assuré.</p> <p>Soutenir les entreprises forestières certifiées, afin que le changement d'utilisation de terre ne se réalise du fait d'être plus lucratif, en provoquant la destruction irréversible de la forêt.</p> <p>Une étude sur l'évaluation du Capital Naturel montre que la gestion durable rapporte 17 fois plus de valeur économique que la mise en conservation, et maintient toutes les services et fonctions de la forêt, l'impact est minimal, mais l'agriculture rapporte 700 fois plus que la conservation. Ainsi, il est important que le modèle de gestion durable soit soutenue financièrement afin d'éviter la déforestation, le coût d'opportunité d'une autre utilisation de terre est élevé ce qui doit être compensé pour les développements des communautés locale et du pays.</p>	<p>concessions aménagées ou les aires protégées. Restaurer les forêts est uniquement possible si l'utilisation de terre comme forêt permanent est d'abord défini et assurée. Même avec une protection contre le feu, plusieurs zones forestières pourraient se régénérer.</p> <p>Des plantations peuvent être créées dans les zones dégradées afin de donner une valeur économique, tout en prenant compte la valeur de biodiversité (à créer sur des zones avec peu de valeur de conservation).</p>	<p>de feu chez certaines tribus en Asie (e.g. Thaïlande) dans les montagnes, permettent de protéger les forêts contre l'incendie.</p>
FSC	The aforementioned FSC Ecosystem Services Claims Procedure can be applied to any ecosystem service that certified companies believe they are protecting. Thus as markets develop for services like watershed protection and biodiversity preservation, FSC will provide a ready mechanism for these services to be certified by a trusted global standards body and put on to the market.		
Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche			
CIRAD		<p>Arrêter les approches top down de plantation/restauration, donner les moyens aux propriétaires coutumiers d'entretenir leurs espaces agroforestiers comme ils l'entendent, en leur montrant les avantages de telles cultures pour eux et ceux qui les entourent.</p>	<p>Il y a bien sur l'exemple du Rwanda, mais veut-on vraiment une telle voie autoritaire ?</p> <p>Le cas aussi du plateau Bateke, tellement unique qu'il est presque toujours le seul à être cité</p>
RIFFEAC	<p>Aménager des forêts primaires restantes;</p> <p>Promouvoir la régénération naturelle sur des terres</p>	<p>Facteurs biophysiques (Superficie, Qualité de la forêt secondaire, Qualité des terres à</p>	

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
	dégradées et dans des sites agricoles marginaux pour les autres services; Pratiquer l'agroforesterie et autres types de plantation d'arbres dans les exploitations agricoles.	restaurer, Accessibilité des sites, Variations climatiques etc.) Facteurs socio-économiques et culturels (Disponibilité de terres agricoles, Régime foncier et formes d'utilisation des terres, Degré de dépendance des produits forestiers traditionnels, Connaissance des marchés du bois et d'autres produits et services forestiers, Plantations existantes, Délai d'obtention d'avantages financiers, Risque encouru, Attitude des voisins, Accès au financement, etc.) Facteurs écologiques (approche sylvicole à utiliser, Fréquence des incendies, Fertilité du sol, Couvert arborescent existant, Mauvaises herbes, Parasites etc.)	
CIFOR 1 (ABDON)	Taking actions for forest plantations to satisfy the increased demand from markets by more sustainable wood products. This forest plantations will be as much as possible close to the main cities with highest demands in terms of wood energy and other forest products.	Creating an appropriate foundation for tenure security for forest restoration by local communities. Their customary rights should be reinforced for more security on the land they consider to be theirs as they have been exploiting for centuries.	
CIFOR 2 (SONWA)	Improve the quality of agriculture, for example by promoting climate smart agriculture (CSA); Making sure that forest and agriculture stakeholders work together at the landscape level; Improve the value chain of the fuel wood to reduce the degradation of forest landscapes	Better planning and long-term strategy that go beyond a year and cover an entire cycle (for example a lifetime of plan use to restore the degraded landscape)	
CIFOR 3 (TABI)	Restoration initiatives	Inform all the stakeholders at the local level through sensitizing campaigns and organize them into a platform for a decision-making process on the different means by which restoration activities will be implemented.	Agroforestry initiatives with refugees in Uganda funded by Department for International Development (DFID) and led by ICRAF
INSTITUT NAT. SC BELGIUM	Implementation of NBSAP, national forest decrees, certification schemes, law enforcement	Agreement by the local communities through awareness, sensibilisation, capacity building	Capacity building on ES and CBD related topics
UCLA	Successful intensification of activities on degraded	There need to be more and diversified models	The Ebony Project seeks to be a positive

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
	lands slated for human needs paired with 2) good governance frameworks to prevent deforestation of virgin forest landscapes. In many ways, the second part is the hardest, and Jevon's Paradox shows that when we provide intensification without governance and land use planning, the result is more deforestation rather than less.	for forest to provide economic value to local people and governments. This can be viewed as a gradient where pristine forest is ideal, but anthropogenic land uses that are more supportive of biodiversity are also included in land use planning (e.g. shade grown, biodiversity friendly cacao). More examples of restored spaces that are supportive of people and nature, supported by evidence, are needed.	example for successful forest restoration in the Congo Basin. CBI works with Taylor Guitars, local communities, and a local agroforester to plant degraded lands with a mix of ebony and locally valuable fruit and medicine trees. The project pays a small stipend to farmers for 3-5 years to tend the saplings, after which the trees are largely self-sustaining and the fruit and medicine trees begin to produce.
FSC	In FSC we are firm believers in the positive contribution that responsible forest management can make to sustaining our vital ecosystems. By giving access to international markets, such as in Europe, that would otherwise be closed to forestry companies in the Congo Basin, FSC certification adds value to the forests as the basis for ongoing sustainable businesses. FSC certification has also been used as a tool to support investments in forest restoration (in Ghana and Sierra Leone) due to the reassurance that it provides investors that they are putting their funds into ethically managed companies.		
AFORPOLIS	The key factor which contributes to increase pressure on remaining intact primary forest landscapes in the Congo basin is the growing conversions of forestlands to agriculture, both agro-industrial and shifting cultivation systems. Decreasing this pressure implies to engage ambitious land and agricultural policies reforms aimed at increasing the integration of social and ecological sustainability requirements.	Interrupting allocations of the remaining primary forests. This could be done from specific principles - by the law or any appropriate regulation- to practical measures - creating a specific forest police entity which involves non-state and independent actors, with an important capacity of monitoring the interruption measures through field operations and remote sensing techniques. The aim of such a decision would consist of evaluating the right conditions needed for an effective sustainable use and management of the forestlands under exploitation and assessing how can these forestlands be restored and what should be done to reduce the degree of their degradation.	
Contributions des membres du collège des multilatéraux			
GVTC	Élaboration de modèle de développement non basés sur l'exploitation des RN Mettre en œuvre une approche d'aménagement du territoire	Preuve que la restauration des terres et à même de renforcer le bien-être Développement intégré tenant compte de la gestion durable des ressources naturelles	Gishwati Forest (Rwanda) : leçons apprises : volonté politique, cadre politique institutionnel et règlementaire adapté

Processus CNUCC : Forêts et climat			
4. Réduction de la pression sur les forêts vierges et restauration des paysages dégradés			
	Comment réduire la pression sur les paysages forestiers restants, vulnérables au changement d'affectation des terres / à la dégradation	Conditions préalables pour que la restauration des terres devienne un outil pour réduire la pression sur les écosystèmes forestiers ?	Exemples réussis ? Leçons des initiatives en cours ou passées ?
Contributions des membres du collège régional			
MINFOF	<p>Au Cameroun, les paysages de forêts vierges sont majoritairement constitués des forêts classées sous aménagement et, dans une moindre mesure, des forêts sacrées bénéficiant d'une protection coutumière.</p> <p>Dans l'immédiat, la réduction de la pression sur ces forêts passe nécessairement par le maintien de leur statut juridique comme aire protégée, le renforcement de la surveillance pédestre, la promotion des technologies innovantes comme la surveillance de la dégradation des forêts par télédétection, et plus important, le développement d'alternatives économiques au bénéfice des populations riveraines, tant pour ce qui est des produits de venaison qu'en ce qui concerne leur droit d'usage.</p>	<p>Pour détourner la pression sur les écosystèmes forestiers intacts, il faudrait :</p> <p>impliquer les populations riveraines dans les processus de restauration des forêts et des paysages dégradés ;</p> <p>concevoir des incitations économiques destinées à modifier le comportement des riverains ;</p> <p>créer à leur profit des activités génératrices de revenus durables,</p> <p>leur donner, le cas échéant le droit de gérer, de surveiller et de suivre leurs propres forêts.</p>	<p>L'Initiative pour la restauration des forêts et paysages forestiers en Afrique (AFR100), dont l'objectif principal est de restaurer 100 millions d'hectares de paysages déboisés et dégradés en Afrique d'ici 2030.</p> <p>Le projet FLR-Forêt Modèle dans le paysage de Gishwati au Rwanda qui vise entre autres la restauration du paysage forestier conciliant protection de l'environnement et lutte contre la pauvreté avec implication les couches défavorisées ;</p> <p>Les projets de Réduction de la dégradation et restauration du couvert végétal dans les espaces agro-sylvo-pastoraux de Pitoa et de conservation du massif de Ouro-Doukoudje et reboisement des berges Ouest du lac de Lagdo au Cameroun, dédiés entre autres à la restauration du couvert forestier.</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
Contributions des membres du collège de la société civile							
REFADD	<p>Sur le plan technique, il s'agit d'évaluer le potentiel forestier de la zone ; définir les objectifs de gestion ainsi que les systèmes d'aménagement forestiers en vue de l'aménagement des forêts ;</p> <p>Réaliser une cartographie participative des terres assortie des usages.</p> <p>Obtenir les données nécessaires à la planification efficace de la gestion forestière (informations socioéconomiques, environnementale, sur le milieu, etc.) ;</p> <p>Analyser des besoins en terre, leur catégorisation, et l'identification des priorités.</p> <p>Sur plan institutionnel, il sera question d'examiner le cadre institutionnel, de l'évaluer, et/ou de l'améliorer et rendre efficace les politiques de gestion du secteur forestier au niveau de chaque Etat de la région et des stratégies communes ;</p> <p>Identifier les parties prenantes de la gestion des terres ;</p> <p>Améliorer la gouvernance forestière et intégrer les femmes, jeunes, et minorités (PA) dans la gestion ;</p> <p>Sur le plan social et culturel, prendre en compte les populations locales dans les activités de planification, et valoriser leurs savoirs faire traditionnels ;</p> <p>Valoriser les ressources forestières et moyens de subsistance des populations vivants de la forêt ;</p>	<p>Difficulté à s'adapter aux exigences des marchés internationaux ;</p> <p>Faible traçabilité des produits forestiers (bois) exportés/ vérification de la certification du bois durable sur le marché ;</p> <p>La vérification de la légalité et l'origine durable du bois, car est observé une exploitation illégale du bois (présence de nombreux exploitant illégaux) ;</p> <p>Faible contrôle des activités forestières du fait de la mauvaise gouvernance ;</p> <p>Production basée sur un modèle économique extensif et peu durable ;</p> <p>Faible communication autour des atouts du bois tropical ainsi que les processus de gestion durable dont ils sont issus.</p> <p>Pour accroître l'adoption de la certification comme un outil d'incitation à la gestion durable, il faudrait rappeler aux Etats, gestionnaires de forêts les avantages liés à la réalisation de cet outil. Il s'agit notamment du positionnement du produit sur les marchés compétitifs et dans les secteurs divers, facilitation de certaines procédures forestières aussi bien juridiques qu'administratives, voire l'augmentation des prix de vente, etc.</p>	<p>La certification peut être utile dans le cadre de l'agro-industrie avec par exemple la production et transformation des palmiers à huile, ainsi que dans le secteur minier.</p>	<p>Le secteur touristique, a plus de raison écotouristique, est faiblement organisé</p> <p>Identifier les sites à fort potentiel écotouristique</p> <p>Former aux métiers du tourisme</p> <p>Mettre en place un code d'investissement dans le secteur</p> <p>Aménager les voix d'accès</p> <p>Une meilleure sécurisation des sites</p> <p>L'équipement des sites selon des normes internationales,</p> <p>La valorisation des cultures locales, savoirs faire et valeurs pourraient être capitalisés afin d'apporter un plus aux activités écotouristiques et amplifier l'authenticité, la valeur ajoutée de l'expérience écotouristique.</p>	<p>La création des entreprises de forêts, au sein des forêts communautaires des pays du bassin du Congo peut être considérée comme une certaine réussite dans la mesure où elle permet d'allier les activités économiques à la gestion durable de l'environnement et à l'amélioration de la qualité et cadre de vie des populations, qu'elles impliquent par ailleurs à tous les niveaux pour une meilleure gouvernance.</p> <p>Dans le cadre du projet Dryad mis en œuvre par l'ICRAF, des femmes rurales se sont organisées à développer des chaînes de valeurs autour de l'exploitation des PFNL). Dans la région du centre Cameroun, la stratégie a consisté en la transformation des noix de Djansang en amandes commercialisées sur le marché local ;</p> <p>Certaines communautés Propriétaires des forêts communautaires ayant opté de ne pas couper du bois dans leur forêt, mais d'entrer dans le marché du carbone (cas de la forêt communautaire de Nkolenyeng à Djoum - Cameroun), processus accompagné par le CED.</p>	<p>Les systèmes de planification restent à être élaborés de manière concrète et participative afin de les appliquer sur le terrain. Nous pensons que l'un des travaux du PFBC serait de se pencher sur cette question essentielle.</p> <p>En procédant à une analyse critique des processus de planification de la conservation de la biodiversité et en démontrant combien la mise en œuvre des actions se heurte à des défis de taille, notamment les plans de financements internes des Etats et des partenaires techniques et financiers.</p>	<p>La promotion de l'agroforesterie voire la pratique de l'agroalimentaire écologie par les femmes rurales, en tant que transition vers un mode de vie et de développement plus viable, semble être assez prometteuse pour contenir la déforestation et d'autres impacts négatifs attachés à la pratique de l'agriculture de subsistance.</p> <p>Créer des forêts plantées, sortes de ceintures vertes autour de grandes agglomérations. Pour contenir les flux migratoires vers les zones forestières ;</p> <p>Faire la promotion de l'économie verte ;</p> <p>Par ailleurs, en tant que personnes vivant dans des zones forestières, une orientation peut être entreprise vers la valorisation durable des PNFL, dont regorge en abondance les régions concernées.</p>
CEFDHAC Rwanda	<p>Pour cette question, une réponse semblable a été donnée ci-haut : la condition viable est de mieux faire l'aménagement du territoire avec la mise en place des plans concertés d'affectation des terres qui tiennent compte du bien-fondé de chaque groupe d'utilisateurs des écosystèmes</p>	<p>Un des défis sera d'avoir des marchés rémunérateurs des produits certifiés dans la région</p> <p>Pour dynamiser la certification comme outils d'incitation à la foresterie durable en AC, il faut pouvoir lever toutes les entraves et contraintes liées à ce dossier (fiscalité pas bien étudiée, lenteurs administratives, pots de vin à certains niveau et corruption, etc...).</p>		<p>Les défrichements causés par l'agriculture itinérante des populations locales ;</p> <p>Les perturbations causées par les exploitations forestières et minières ;</p> <p>Les exploitations sélectives et intensives de certaines espèces pour la production du bois d'œuvre, du bois d'énergie et</p>	<p>Pour cette question, je voudrais parler du cas de figure du Parc Nationale (PN) des Volcans, une aire protégée au Rwanda faisant partie du Bassin du Congo :</p> <p>Le développement du tourisme et de l'écotourisme dans le PN des volcans génère beaucoup de ressources</p>	<p>Pour mieux faire cette intégration de la biodiversité dans les systèmes de planification pays du BC, il faut qu'on ait pris les dispositions en avance pour la mentionner dans les lignes des politiques et législations de ces pays.</p>	<p>Parmi les approches pour freiner la culture itinérante des villageois localisés à proximité des écosystèmes forestiers, il faut absolument penser au développement d'une part des actions de stabilisation sur des zones encore disponibles et d'autre part, poursuivre avec des actions d'intensification</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	forestiers du bassin.			<p>pour des fins pharmaceutiques ; tout ceci peut conduire à l'extinction de certaines espèces importantes de la biodiversité ou la disparition d'écosystèmes spécifiques (forêts galeries, mangroves, etc..),</p> <p>Le braconnage (éléphants, etc...)</p> <p>Tout cela se fait au détriment de la biodiversité, laquelle est le pilier du développement de l'écotourisme.</p> <p>Comme perspectives, il y lieu d'espérer que des connaissances et la valorisation des biens et services issus de la biodiversité vont se développer et les pays ne manqueront pas ainsi d'en tenir compte dans leurs politiques de développement.</p>	<p>financières au pays</p> <p>La politique basée sur la conservation communautaire de ce PN y est promue ;</p> <p>Le PN des Volcans offre des emplois aux populations riveraines ; l'exemple des gardes recrutés parmi les anciens braconniers mérite d'être noté.</p> <p>Le PN des Volcans valorise beaucoup l'activité annuelle dénommée « Kwitaizina » c'est-à-dire donner des noms à de jeunes gorilles.</p>		<p>agricole.</p> <p>Pour ainsi garantir à cette population des moyens de subsistance par la production suffisante des aliments nécessaires sur les sols stabilisés, il faut offrir à cette population des facilités à l'accès aux intrants agricoles et aux crédits agricoles.</p> <p>Le mieux serait aussi que tout le monde ne se soit pas dans l'obligation d'être agriculteur ; il faut ainsi recourir à des investissements nationaux pour développer des emplois non agricoles à même de procurer des revenus intéressants.</p>
Contributions des membres du collège des ONG internationales							
AWF	<p>Planification participative (Protected Area Planning Framework, 2017, KWS/AWF)</p> <p>Guides opérationnel des Normes de Macro- et Micro-Zonage Forestier de la République Démocratique du Congo, préparé par la DIAF</p> <p>L'initiatives AWF dans le paysage Maringa-Lopori-Wamba, Le processus en quelques mots :</p> <p>Analyse des obstacles à la planification intégrée et durable de l'utilisation des terres</p> <p>Il faut identifier les ressources par un état de lieux de base présentant fidèlement les droits, les ressources, les utilisations actuelles, etc. ;</p> <p>Connaitre la perception des différents groupes d'utilisateurs des écosystèmes forestiers de même que la représentation qu'ils se font des ressources ;</p> <p>Mettre en place des plateformes représentative des différents groupes d'utilisateurs des écosystèmes forestiers ;</p> <p>Prioriser les ressources et</p>	<p>Corruption pour la quelles les standards de certification ont une zéro tolérance</p> <p>Normes environnementales et sociales de plus en plus élevées</p> <p>Mise en place des mécanismes de surveillance et de lutte contre la corruption vis-à-vis des entreprises et de l'administration forestière.</p> <p>L'acheminement et l'usage approprié de la Redevance Forestière Annuelle (RFA) aux ayants droit.</p> <p>L'adoption de la certification peut également être augmentée si l'exigence de certification est officiellement requise.</p>	<p>The region wide promotion of certification schemes with zero deforestation standards such as RSPO certification that prohibit any clearing of forests (only since November 2018) is one important angle to tackle this issue.</p> <p>More important is to work with governments to adopt a zero-deforestation policy for large cash crop developments and to develop land use plans that direct plantations away from forests. REDD+ payments could be made to incentivize and support establishment of cash crop plantations in non-forested lands. But to incentivize conservation of forests a huge effort is needed to establish forest dependent businesses. NFTP's are in our opinion the key to such businesses.</p>	<p>Manque de sécurité, d'infrastructures et de services, les couts élevés y associés et enfin et surtout le fait que le produit (la faune) n'est pas facilement visible.</p> <p>Pour le moment le marché de l'éco-tourisme en Afrique Centrale est un marché de niche pour deux types de tourisme sur les deux sites extrêmes opposés du spectre : le tourisme de luxe haut de gamme et le tourisme d'aventure</p> <p>Développement du tourisme uniquement à long terme</p>	<p>Le développement des chaînes de valeurs des produits issue des PFNLs et de l'agroforesterie</p>	<p>Développement de SPANB</p> <p>Processus de l'Aménagement du territoire</p> <p>Appropriation des processus de planification</p>	<p>Promouvoir les pratiques de l'agriculture restauratrices</p> <p>Promouvoir la diversification des cultures, l'introduction des variétés améliorées, la rotation de cultures, et la jachère améliorée.</p> <p>L'installation des agro-forets diversifiées sur des veilles jachères</p> <p>Installer des systèmes de vulgarisation agricole</p> <p>Promotion des chaînes de valeurs innovantes ou plus de bénéfiques est capté au niveau local.</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	<p>définir une vision qui répond aux besoins de toutes les parties prenantes (vision commune) ;</p> <p>Analyser les conditions, tendances, et moteurs du changement pour orienter les décisions de gestion</p> <p>Faire la cartographie des parties prenantes composées des bénéficiaires (populations) et gestionnaires (qui gèrent par appartenance ou par mandat ou qui peuvent influencer la politique d'utilisation des terres)</p> <p>Mise en place des organes de gouvernance locale ;</p> <p>Décider conjointement les affectations des espaces en tenant compte de potentialités de chacun ;</p> <p>Discuter et s'accorder sur les mesures (restrictions, sanctions, etc.) à prendre et à respecter pour chaque affectation</p>						
CLIENT EARTH		<p>Certification schemes can be a useful tool for incentivizing sustainable forestry, however, it should be noted that they have their limitations and are no substitute for rigorous and mandatory due diligence regulation.</p> <p>If certification is intended to be a useful tool for incentivizing sustainable forestry in Central Africa, clear legal frameworks should be put in place that show how certification can play a part in demonstrating compliance with legal obligations.</p>					
CUSO	Planification participative et inclusive	<p>Les défis auxquels est confronté le marché du bois durable sont la réglementation, la compétition et les mesures fiscales.</p> <p>Forte croissance du marché domestique du bois.</p> <p>La certification est un outil d'incitation essentiel à la gestion durable des forestières durables.</p>	Apiculture			<p>Le zonage devrait permettre de maintenir l'espace des aires protégées au maintien, au contrôle et à la conservation de la diversité biologique des espèces inventoriées.</p> <p>Une sensibilisation et une éducation de la population locale sur l'utilité de conservation de la biodiversité, le renforcement des capacités de suivi des ressources naturelles et le financement des activités avec les communautés locales, afin de les intégrer dans les objectifs de conservation, seraient des atouts indispensables</p>	<p>La diversification des activités agricoles</p> <p>La domestication et le développement de certaines espèces non ligneuses</p>
RAINFOREST Foundation	<p>GOVERNANCE, LAW AND POLICY</p> <ul style="list-style-type: none"> • Robust national land use policies and strategies are needed that strengthen local autonomy in land use planning in line with international best practice, such as the FAO Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests. 						

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	<ul style="list-style-type: none"> Such policies must also clarify the role of different actors, and how land use plans intersect with those developed at higher scales and different sectors. Land use planning is not an end in itself and must be accompanied by approaches that genuinely devolve property rights and management responsibilities to local communities such as through community forest legislation and ultimately broader reform of tenure systems. <p>PLANNING INSTITUTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> The mandate and capacity of planning ministries must be strengthened to avoid capture by powerful ministries and vested interests. The pace of devolution to local planning institutions must be accelerated through much greater investment in the local offices of planning ministries and by implanting multi-disciplinary cells in them. Much greater resources need to be directed at local and national civil society to support and monitor land use planning processes. Where possible, land use planning functions at the community level should be rooted in existing customary institutions and tenure systems rather than imposing artificial structures that are unlikely to have buy-in. At the same time, there should be special measures to ensure the meaningful participation of often marginalised groups such as women and indigenous people. <p>IMPLEMENTATION</p> <ul style="list-style-type: none"> The provision of data and multi-disciplinary support to land use planning processes must be improved to inform decision-making. Plans developed should be realistic and actionable and they should build on traditional knowledge and practices, in line with available resources and capacities of local communities to implement them. The capacities of communities to effectively represent their interests in local level planning processes vis a vis the private sector, large conservation organisations and local authorities should be strengthened. Rather than waiting for lengthy national level reforms to unfold, starting land use planning from the village level building upwards to the sector and council levels (and beyond) should be considered. Such an approach could encourage buy-in across scales, and kick-start much needed institutional and private sector investment in rural areas. Piloting of land use planning in 'hotspots' – areas where there is significant overlapping and competing claims on forests – should be encouraged in order to develop best practice on multi-stakeholder approaches. In the meantime, legal requirements for due diligence and public consultation need to be strengthened and enforced to stop unilateral land allocations undermining collective planning processes. 						
TRAFFIC	<p>Establishment of multi-stakeholder frameworks for land-use planning;</p> <p>Land use legal frameworks should be coupled to national resources management plans (taking into consideration, forest, agricultural and mining lands, and trade).</p> <p>As said above, the land-tenure issue needs to be solved as well.</p>	<p>Market challenges for sustainably logged timber are related to the need of having simple and user-friendly tracing systems that guarantee the competitiveness of Central African timber;</p> <p>Reduce corruption and promote transparency.</p>		<p>Full involvement of and full FPIC of Indigenous People and Local Communities (IPLCs).</p> <p>Improvement of infrastructures, visas application facilities, reduced cost for flights and safer flight connections, development and promotion of local tourism.</p> <p>One key problem is the unsafe situation with recurrent armed and social conflicts as well as terrorism acts</p>	<p>The AU-led African Wildlife Strategy that evolved out of the Brazzaville conference and the international acknowledgement of and reward for the importance of Congo Basin forests for climate regulation</p>	<p>Through lobbying for, help coordinating and supporting meaningful and sustained engagement between the ministries of forestry and wildlife, finance and economic planning to drive the process of mainstreaming.</p> <p>Also, working with relevant parliamentary groups to do the same.</p>	<p>Better land use planning, zoning and the development of amenities for more settled communities like health clinics, schools, water and the development of food tries (fruit plants) as well as better agricultural practices that protect the soil from nutrient depletion necessitating the need to shift.</p> <p>Further the value addition of sustainably using and sustainably trading of wild harvested fauna, flora and fungi.</p>
WCS	<p>National assessment and prioritization of areas of high conservation value (HCV) or high forest integrity, areas of high cultural/social value and potential scenarios for sustainable development and infrastructure</p> <p>Clear legal framework concerning land use, community rights and local land tenure</p> <p>Require all project developers to apply the Mitigation Hierarchy.</p> <p>Coordinated and multi-agency platform and stakeholder land-use planning process established at national level</p> <p>Ways to give value to standing forests so that governments and other stakeholders will</p>	<p>Currently sustainably logged timber practices are not cost-effective for many companies (</p> <p>To increase the adoption of certification as an incentive for sustainable forest management in Central Africa, it would be necessary to:</p> <ul style="list-style-type: none"> Set up tax incentives for companies that engage in certification or responsible practices; Strengthen political engagement and governance of state actors – including legal frameworks and compliance mechanisms for operators that result in punitive action for those that do not conform (e.g. Gabon recently announcing it mandatory for all to transition to FSC certification by 2020). Identify and promote financial and technical support mechanisms for forest operators throughout the process leading them to certification 	<p>Mining, oil exploitation, agriculture, agroforestry.</p> <p>The Cocoa and Forest Initiative began by supporting West African countries but is expanding to Central Africa. It may offer a suitable model, not just for cocoa but possibly for other smallholder crops too.</p>	<p>High cost for travelers (from flight to visa, to hotel, etc) and high cost of running operations focuses tourism on high-end market</p> <p>Lack of service industry culture and lack of ground operators</p> <p>Lack of infrastructure, including internal transport</p> <p>Bureaucratic administration including visa application</p> <p>Lack of financial incentives/high financial risk – that discourages private investment</p> <p>Harassment by law enforcement/border police</p> <p>Lack of trained personnel</p> <p>Security concerns</p> <p>Tourism companies obliged to approach their investments with a long-term outlook - build entire vertically integrated</p>	<p>Locally made goods (e.g. NTFPs) are currently undervalued.</p> <p>Sustainable fisheries management</p>	<p>People need to start seeing real benefits from biodiversity in Congo Basin before this is mainstreamed into the country's planning system.</p> <p>Tourism is one approach to value biodiversity, and to value protected areas. Innovative climate financing – partnerships with private sector for sustainable - and environmentally and socially sensitive – development of agroforestry products – or even sustainable management of natural resources – around protected areas is another.</p>	<p>Mechanisms and platforms that promote and enable pilot approaches to be scaled for impact are needed – there is some good technical work being done on improved agricultural practices but often at quite small scale and often quite dissociated from biodiversity conservation</p> <p>Diversification of livelihoods away from subsistence agriculture – micro-credit and micro-enterprise skills building is a promising area but as yet not fully tested in its potential.</p> <p>Don't expect poverty alleviation or agricultural intensification to reduce pressure on forests – they are both quite likely to increase overall demand for conversion. These are both essential steps in sustainable</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	choose to use the planning process to secure them.			industries (from construction to labourforce to hospitality training) which means high investment and capital outlay and a long lag before any profit or return on investment. The region holds unparalleled and unique wildlife viewing opportunities, 'adventure-tourism' and extraordinary cultural experiences for a market sector 'looking for something different'.			development, but they need to be linked to equitable, effective resource governance and conservation.
WRI	<p>Les cadres juridiques d'aménagement du territoire existent pour la plupart des pays de la sous-région. Les outils d'aménagement tels que les zonages et les schémas d'aménagement et de développement aussi bien au niveau national que sous national sont en cours d'élaboration</p> <p>Il serait intéressant pour les pays de posséder un Plan National d'affectation des terres (PNAT) et Un Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) devrait orienter toute planification intégrée et durable de l'utilisation des terres</p>	<p>La tâche régalienne d'inventaire dans les forêts de production par l'Etat est laissée aux entreprises forestières.</p> <p>Le prix du bois n'est pas inclut dans la mercuriale, la fourniture du bois dans les chantiers de l'Etat (bois d'échafaudage par exemple) ne passe pas le plus souvent par les marchés publics, les structures étatiques n'achètent presque pas les meubles fabriqués au niveau national. Les données d'exportation de bois ne sont pas centralisées.</p> <p>Les Etats doivent mettre des moyens pour maîtriser les potentiels de leur forêt (Structures d'inventaire publique, Faire des inventaires par des sociétés privés agréées avant l'attribution aux sociétés forestières). Les Etats doivent définir un intervalle des prix par essence et par type de produit dérivé, puis intégrer la consommation du bois durable dans les politiques nationale et sous régionale pour réduire les dépenses d'importation des meubles et promouvoir l'entreprenariat local.</p> <p>Il faudrait trouver les moyens de centraliser ou de synchroniser les bases de données d'exportation de bois entre les différents services concernés (Forêt, Douane et impôts).</p> <p>Les défis du marché du bois durables est la question de l'illégalité d'exploitation forestières (le transport du bois illégal) par centaines concessionnaires ne respectant pas l'application de la loi forestière dans les pays. Pour accroître la certification comme un outil d'incitation à la gestion durable des forêts, il va valoir revoir les différentes étapes (obligations) que les concessions passent pour obtenir la certification. Adapter ces obligations à la mesure pour que chaque concession soit capable d'affranchir les différentes pour garantir une meilleure exploitation forestières durables. Aussi l'accompagner les concessions à l'élaboration de leurs plan d'aménagement.</p>	<p>Ces approches peuvent être appliquées dans le domaine agricole. Les entreprises agro industrielles installées au niveau national, au lieu de chercher à faire des extensions, peuvent plutôt initier les projets de restauration avec les agriculteurs locaux sur les terres dégradées. Elles peuvent promouvoir la mise en place des systèmes agroforestiers et acheter ensuite leurs commodités d'intérêt chez ces derniers.</p> <p>Les firmes internationales (Unilever, Cargill, ...) peuvent également promouvoir la certification agricole à travers leurs fournisseurs basés dans la sous-région.</p>	<p>L'écotourisme est confronté au manque d'infrastructures (transport, hébergement, communication, ...), de stratégie marketing et de communication, de synergie entre les administrations concernées aussi bien au niveau nationale que locale.</p> <p>Le climat des affaires n'est pas encourageant pour les investisseurs dans le cadre du Partenariat Public-Privé.</p>		<p>Il faut élaborer des Business plans relatifs à la gestion de la biodiversité, faire la promotion pour l'adoption au niveau stratégique par les pays (Ex : Conseil Economique et Social, Assemblée National, Senat) et développer un plan marketing au niveau des Groupement des hommes d'affaire. Il faut encourager le climat des affaires dans le cadre la prise en compte du Partenariat Public-Privé dans la conservation de la biodiversité.</p>	<p>Dans la mise en œuvre de la stratégie su secteur rural, il faudra promouvoir les initiatives de restauration des paysages et terres dégradées.</p> <p>Il faut opérationnaliser les services de moniteurs agricoles pour renforcer les capacités des agriculteurs à adopter les pratiques durables d'utilisation des terres.</p>
WWF	<p>Disposer les informations sur les utilisations actuelles et potentielles des terres ; ainsi que les menaces et sources de conflits potentiels qui pourraient exister</p> <p>Existence d'une législation régissant l'utilisation durable</p>	<p>Absence d'un marché du bois durable organisé et structuré</p> <p>Forte concurrence/déloyale avec le bois illégalement exploité et vendu moins cher</p> <p>Faible prise en compte du bois durable dans les politiques forestières</p> <p>Demande très limitée en bois durable par les</p>	<p>Agriculture Elevage Développement des infrastructures (routes, barrages hydro-électriques, ...).</p>	<p>Faire intégrer/assurer la prise de conscience par les différents corps de métiers des exigences en matière d'accueil et de gestion des touristes</p> <p>Capacités et compétitivités limitées en écotourisme face à la forte concurrence des pays</p>	<p>Initiative de la foresterie communautaire qui si bien encadrée est susceptible de générer au quotidien des emplois et revenus pour l'amélioration des conditions de vie des communautés locales et autochtones</p>	<p>Un inventaire suivant les normes reconnues permettrait de disposer les données sur la diversité biologique, les valeurs de leur abondance dans les différentes zones de chaque pays. Ces informations, en plus de celles socio-</p>	<p>Promotion de l'agriculture biologique avec l'emploi des engrais et pesticides biologique, Promotion des semences dites améliorées</p> <p>Promotion du Cacao vert</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'écotourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	<p>des terres et sa bonne compréhension par chaque utilisateur</p> <p>Disposer des données sur l'abondance et la distribution spatiale de la biodiversité, ainsi que leur évolution dans le temps dans les différentes écorégions</p> <p>Disposer des données socio-économiques dans les différentes écorégions et les pays</p> <p>Disposer des données pour une analyse prospective dès l'état des besoins en matière de développement économique tant au niveau local, national et régional</p>	<p>consommateurs</p> <p>Faire adopter par tous les Etats de la sous-région et intégrer dans la politique forestière la certification forestière comme conditions d'exploitation industrielle des forêts à des fins commerciales</p> <p>Assouplir des mesures fiscales pour les entreprises certifiées</p> <p>Evaluation du FSC et de ses alternatives</p>		<p>de la région Est Afrique</p> <p>Manque d'un personnel qualifié</p> <p>Absence des infrastructures d'accès et d'accueil des touristes dans les sites à fort potentiel écotouristique</p> <p>Faible identification et promotion des valeurs et circuits écotouristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Perspectives <p>Renforcement de la sensibilisation des touristes et population locale sur la protection de l'environnement</p> <p>Améliorer les politiques et stratégie de développement de l'écotourisme.</p> <p>Discuter avec les opérateurs touristiques comment intéresser au mieux un clientèle pour l'Afrique centrale (lieux non encore découverts/ pas de tourisme mainstream, contribution à la conservation, tourisme basé sur la nature-culture etc...)</p>		<p>économiques vont permettre de développer des scénarii de planification d'utilisation des terres et des ressources biologiques centrées sur recherche du model Win (pérennité de la biodiversité et des écosystèmes) –Win (développement durable locale et nationale).</p>	
ZSL	<p>Profound land cover mapping exercise to determine what the current land cover represents in terms of land use, incl. time series from as far as five decades</p> <p>Assessment of the natural capital versus developmental long-term objectives would provide a groundwork to project future land-cover changes based on Regional, National, and local needs.</p> <p>On this basis, basis of a vast consultative process with stakeholders may then follow to ascertain land-cover/land use analyses and agree on land use in consideration with the needs of different stakeholders.</p> <p>Tenure systems will have to be reviewed given a complex of land tenure systems within this region. The governance structures over land use may have to be decentralised</p>	<p>The market challenges for sustainably logged timber are driven mostly by competition from unsustainably/illegally logged timber.</p> <p>Legality alone is not enough to wave these challenges. Given that there is a drive in the region towards conversion to the favour of agro-industrials, there is always going to be timber coming from unsustainable/illegal sources.</p> <p>To overturn this situation, market level policies have to bend towards sustainability for all timber sourcing from concessions under a management plan and third-party verifications for all timber from sources not sanctioned by management plans and conversion.</p> <p>It should be mandatory to make public all operations linked to sourcing to improve good practices.</p> <p>As of now, legality remains a simple documentary process that can be attained by who ever wants it. There should be at minimum a third party verification requirement.</p>	<p>There should be equal emphasis on agro industrials (cocoa, coffee, soy,oil palm, cotton,ruber...) on certification to achieve some form of minimal deforestation.If not certification, some form of third partyverification is required.</p>	<p>There is a high potential for the development of ecotourism in the congo basin taking cultural, biodiversity, landscapes, and ecosystems as capital to build on.</p> <p>This starts with securing the potentials under a long-term planning system that can generate interest in investment. Businesses have to be given some level of assurance to have durability, security and profitability.</p>		<p>To mainstream biodiversity in the Congo basin's planning system, there must be evidence that biodiversity has not only scientific but economic value that could help the economies of the regions member countries to meet up with unemployment, revenue generation for treasuries. Several countries in the region have carved out areas for different uses including biodiversity conservation. Good farming practices could protect special ecosystems in plantations. Mining companies could also do a lot in terms of restoration and protection of special ecosystems. Decentralizing governance could meal interest in the sustainable management of local wealth with a global impact.</p>	<p>Improved agricultural techniques to intensify farm practices and increase yields would help in curbing shifting cultivation.</p> <p>Improving on agricultural technology for high yielding species is the way to go to reduce forest clearance as less effort and lands would required to produce greater quantities.</p>
Contributions des membres du collège du secteur privé							
COLLEGE	Les priorités pour les sociétés forestières sont le sujet de						Surtout pour zones dégradées dans les séries d'aménagement

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	renouvellement des plans d'aménagement après la première rotation de 25 ans pour aller vers un aménagement inclusif, et le développement d'une vraie industrie du bois en Afrique centrale, qui s'appuie notamment sur les essences moins connues (LKTS – LesserKnownTimberSpecies). L'ATIBT organisera une sous-commission technique sur ce sujet et ça pourrait devenir un des thèmes du prochain Forum ATIBT (2021).						pour développement local/agriculture des concessions forestières ; L'agroforesterie pourrait être une solution, mais ce sont des investissements chers et ont besoin de soutien financier ; Un projet (DUE-PAMFOR) démarre en ce moment au Cameroun au sujet de reboisements dans et autour des concessions forestières (de 4 sociétés) ; Il faudra une meilleure gestion de superposition des concessions forestières avec permis miniers et pétroliers par les Etats ; Rendre les plans d'affectations prioritaire, c'est sur l'agenda du PFBC depuis de longues années, mais toujours pas réalisé.
Volcanos			The CB is a forgotten zone in the middle of Africa with a negative reputation, where few tourists can get to, and few want to go because of the poor accessibility, unfriendly tourism policies, lack of world class tourism products, lodges and tour operation services and lack of marketing internationally. It is important to recognise that a private tourism company cannot invest in the Congo basin without major long term financial support from donors and risk cover as fungible, profitable, low risk business plans are not possible in the present business, financial and political climate. It is essential to make conservation and tourism part of the economic mainstream in the Congo Basin as they are crucial to achieving sustainable development				
INRRHOLCO		Les marchés sont hors du continent d'Afrique (pour le moment). Les défis principaux sont les secteurs économique et étatique hors de l'Afrique qui ne veulent pas que le bois d'Afrique arrive sur « leurs » marchés au propre prix. Le bon marketing (exemple Fair&Precious) reste très important, mais sans une réelle implication du secteur public il reste marginal : prévoir des campagnes publiques pour mieux faire comprendre au grand public les bienfaits du bois d'Afrique certifié : exemple de la SNCF avec l'utilisation de traverses en bois d'Azobé. Attention à l'analyse du cycle de vie des produits bois en provenance d'Afrique, on doit considérer l'ensemble des bienfaits au niveau paysage (dimension environnementale, climat, sociale, économique et réglementaire) et non seulement, les émissions carbone. Il faut un système d'incitations financières pour les acteurs responsables de la filière bois africains et des sanctions financières pour les acteurs, même européens, qui risquent de mettre en danger l'environnement et le climat – voir la proposition d'INTERHOLCO à l'Union européenne en matière de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts Il manque la technicité dans les industries du bois en Afrique (automatisation, précision, produit semi-fini) Il est grand temps que REDD+ et FLEGT joignent les forces avec les certificats de gestion durable et que le	Les miniers , bon exemple : MPDC (Glencore) en République du Congo Il sera bien, si toutes les forestiers participent aux initiatives de transparence Il conviendrait d'adopter, en tant que 'benchmark', l'analyse SPOTT, développée par l'ONG ZSL en Grande Bretagne. D'autant plus que SPOTT a des indicateurs déjà adaptés à la filière bois tropicaux, au secteur de l'huile de palme et du caoutchouc naturel ; demain, SPOTT peut s'étendre au secteur du tabac, de l'élevage, etc.	Manque des clients Manque de financement pour financier le développement de l'éco-tourisme (besoin des fonds importants avant que d'argent rentre) Les animaux sont là ! L'intérêt des sociétés forestier est là !			

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo

5. Utilisation durable des terres

	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
		<p>marché donne toute sa place à ces outils de gestion responsable ; faute de quoi, il restera un pied d'inégalité assez prononcé entre bois africain, produit de façon responsable et bois européen local, forcément moins coûteux mais pouvant engendrer des dommages à l'environnement (coupe à blanc, impact sur le climat, etc.)</p> <p>Un gros défi est la logistique. Entre la signature d'un contrat de vente/achat et la livraison jusqu'au client (importateur, utilisateur) il y a trop de temps. La partie logistique spécifiquement en Afrique (les ports, les routes, les chemins de fer, les transports fluviaux) ne sont pas assez « stable » pour garantir un délai vite et assuré</p>					

FSC		<p>Forest certification will not be the solution to the problems of every forest, but it is an important element of the toolbox, and one which is not always well supported by forestry policies and regulatory enforcement in the Congo Basin. Gabon, with its new policy requiring all forest concessionaires to become FSC certified, is an example of how to address this, but countries do not need to go that far; improving the business environment, recognising the value that forest certification brings, and combatting corruption in the forest sector can together go a long way to improving the attractiveness of sustainable forest management as a business model</p> <p>Certification adds value to the forest products exported, and thus fits well with other efforts to add more value in country such as log export bans and the Gabonese government's initiative to develop its wood industry at the Nkok Special Economic Zone. Thus certification can be best looked at as part of a package of forest sector policies to retain more value in the Congo Basin where it can contribute to economic development and growth of the tax base.</p> <p>However, the Congo Basin is an challenging business environment in which to operate; just fully meeting all regulatory requirements on companies operating there can be difficult. Indeed, with the exception of restrictions on harvesting in Intact Forest Landscapes (which may change after the next FSC General Assembly in 2021), our certificate holders often cite the high cost of operations and local regulations (which are checked under FSC certification) as the biggest barriers / costs to getting certified, not additional requirements imposed by FSC.</p> <p>In recognition of this Development Finance Institutions (DFIs) could look at playing a more proactive role in the forestry sector in the region. The PPECF programme supported by KfW provides valuable support to companies wishing to get certified on a cost-sharing basis. But that does not address the more fundamental challenges to concessionaires' business models. Direct loans or equity investments could help compensate companies for the risks and business challenges they face. Although Congo Basin concessionaires might not meet DFIs' normal financial feasibility requirements for investments, they might nonetheless represent one of the most cost-effective options to promote sustainable forestry in the region. The availability of such investments could incentivise other companies to pursue forest certification; ideally the money would not even be conditioned upon full certification at the start so long as the company could prove that they were well advanced on the road to certification, and with strict performance targets thereafter. (E.g. the investee meets 5 out of the 10 FSC principles in full, and closes non-compliances such that they meet an additional 2 principles per year after that, reaching full certified status within 3 years; failing this the loan is capped and reverts to standard commercial terms.)</p> <p>Another important issue here in relation to question 5(b) – see text above – is market receptiveness to what are known as Lesser Known Timber Species (LKTS). Whereas in China the market is open to a relatively wide selection of species, in Europe and North America, where forest certification has the greatest traction, customers are highly conservative, and only a few established species like okoumé and azobé account for the vast majority of sales. This acts as a tight cap on annual sales and constrains profitability for investors in responsible forest management. KfW, through its PPECF programme, is already supporting efforts to improve market acceptance of LKTS in Europe, but the CBFPP should remain on the lookout to bring in new partners into this effort. For example, evolving European rules on zero deforestation and a green recovery could be influenced to recognise explicitly timber products from sustainably managed forests in the Congo Basin as a positive contribution to these goals.</p> <p>Finally, on integrated land-use planning, it is worth noting that FSC is in dialogue with the government of Gabon and CAFI around a joint effort to map key criteria relevant to land-use planning and certified forestry (e.g. the presence of High Conservation Values) at a national scale to produce a tool that both supports the government's economic development strategies and provides critical information to concessionaires pursuing FSC certification, lowering the barriers to entry. If successful, this could prove a useful model for other countries in the region to use and adapt.</p>					
-----	--	--	--	--	--	--	--

Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche

CIRAD	<p>A quelle échelle doit se faire cette planification ?</p> <p>J'ai un peu perdu fois dans les Etats centraux d'Afrique centrale à conduire ce processus, cela fait tellement longtemps qu'ils s'y essayent, probablement sans vraiment le vouloir. A moyen terme, il faut davantage période sur les échelles inférieures de décision (province, commune, secteur... où les élus sont choisis de manière démocratique)</p>	<p>La question est mal posée : le bois certifié durable est exporté en Europe ou en Asie, et ne va pas vers les marchés de la sous-région. La question majeure pour les marchés régionaux est celle de la légalité et de la formalisation de ces activités.</p>	<p>Cacao, huile de palme. Le cacao est bien avancé au moins au Cameroun, avec des défis importants liés à la contrainte de déforestation importée</p>	<p>Je n'y crois pas, au moins à moyen terme. Il faut changer l'image de marque des pays du Bassin du Congo à l'international, ce qui suppose un changement des régimes politiques actuels.</p>	<p>Les filières informelles (bois, PNFL, charbon, gibier) créent de la valeur ajoutée mais elle est très mal estimée. Voir le rapport du CIFOR sur la valeur du secteur forêt au Cameroun en 2013. La création de valeur viendra surtout de développement des marchés domestiques et sous-régionaux.</p>		<p>Engager une partie de ces productions dans des filières durables qui exigent des produits légaux, durables et sains, et avec des systèmes de traçabilité fiables.</p> <p>En parallèle, il est essentiel de promouvoir la demande de tels produits dans les économies de la sous-région (voir projet ESSOR du CIFOR pour les sciages artisanaux).</p>
RIFFEAC	<p>Il faut prendre en compte les besoins de toute les parties prenantes</p> <p>Faire une répartition</p>	<p>L'accès au marché du bois qui est un exercice souvent controversé</p> <p>La mise à disposition du bois légal sur le marché à travers une chaîne d'approvisionnement bien connue</p>	<p>L'agriculture et l'exploitation minière sont des secteurs de l'économie où la certification ou les approches zéro déforestation peuvent être</p>	<p>Le développement des infrastructures (routières, hôtelières, divertissantes)</p> <p>La mise en place d'un cadre</p>	<p>La création des forêts écoles</p> <p>Le développement des zooparcs</p>	<p>En faisant une répartition par groupe taxinomique (insectes, végétaux, fungi, mammifères, etc.)</p>	<p>Vulgariser les pratiques agroforestières</p> <p>Diversifier les rotations de cultures bénéfiques</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
	rationnelle des terres selon les besoins des différents acteurs Instruire le respect des textes réglementaires régissant l'utilisation des terres Etablir les droits et les devoirs de chaque acteur Obliger les utilisateurs de remplir leurs cahiers de charge.	La massification de l'offre du bois dans des Clusters, Grappe Industrielle et de Zone Economique Spéciale Trouver et utiliser les statistiques du commerce et les informations du marché de bois et produits dérivés La mise en place et de fonctionnement d'une plateforme des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes Mettre en place les dispositifs innovants de commercialisation qui pourraient être utilisés afin d'intensifier l'accès de bois d'Afrique centrale aux marchés ? Informers les acteurs de la filière bois sur les textes douanière, les mesures tarifaires et non tarifaires dans le commerce international et intra-africain des bois et produits dérivés	efficace dans l'optimisation de la durabilité de l'activité industrielle Le respect des textes réglementaires fait partie des bonnes pratiques en la matière	institutionnel attractif pour les investisseurs L'amélioration des Technologies de l'Information et de la Communication		En faisant une répartition spatiale: biomes, hot spots, endémisme et degré d'unicité En classant les forêts à haute valeur pour la conservation (FHVC) En faisant une Estimation de la valeur économique totale de la biodiversité	Pratiquer des techniques antiérosives Contrôler l'utilisation des bassins versants Encourager les pratiques qui permettent la conservation du sol
CIFOR 3 (TABI)	The reasons are anthropological and sociological. In addition, the ultimate possibility of a common vision would be the reduction of inequalities overall. Only this reduction could contribute to sustainable land use.	A strong trackability system ensuring a legal timber is the main challenge for timber markets. Update the certification standards in such a way that they fit with African countries regulation/law context, reinforce public consultation, test the new standard and improved the image of African tropical timber at the international level.	Additional economic branches can be agricultural production, furniture production considering the social aspect.		It would be important to popularize a new industrial approach, namely the use of derivatives from the exploitation and processing of wood. We could develop SMEs in pulp, wood waste and dead wood, coal, sawdust compaction, or even a competitive furniture industry.		
INSTITUT NAT. SC BELGIUM	Mapping of area with remote sensing of land use and land cover, ground truthing, installation of integrated management plans	Stop the demand and fraud for illegal timber in rest of the world, sensitize consumers		Eco-tourism focused on rain forest, as in Central America. This demands another approach than in East Africa, except for the savanna's at the fringe of the basin. Security is essential, as well as infrastructure.			Change goes only if people have a perspective. It is a long term and difficult process, with much local detail work.
DREXEL UNIVERSITY	Increased communication and collaboration between ministries and NGOs to focus on areas of common interest Involvement of the National University of Equatorial Guinea (UNGE) and support for research into sustainable land use Input from local villages to ensure buy-in for projects	Though timber logging is not an issue on Bioko Island, activity is increasing greatly on the mainland due to exports to China	Enforcement of laws meant to stop illegal logging	Central Africa is well-positioned for a successful eco-tourism industry. For example, Bioko Island's dramatic landscapes and rich wildlife are a draw for many international visitors and local people. Growing eco-tourism in the region (e.g. in Equatorial Guinea, Gabon, and Cameroon) may encourage heightened collaboration and opportunities for learning best practices. Constraints include workforce training and illegal poaching. Eco-tourism is a new industry and will require a diverse range of skillsets from hospitality to administration and environmental education. Heightened eco-tourism training will ensure that the workforce is prepared to meet these new demands. Additionally, illegal poaching	Encouraging planting and domestication of non-timber natural resources to reduce demand on forests while improving livelihoods. Successful programs engage local communities at a low cost. One example is a project in Cameroon, funded by an American guitar manufacturer, that aims to support reforestation efforts through ebony tree farming. Nurseries grow the trees in early phases and distribute them to farmers for longtime care and cultivation. Local universities, the Institute of Tropical Agriculture, and the world Agroforestry Centre have also led successful projects in the region.	Reinforcing value of biodiversity for local communities and government bodies, as was achieved in Gabon and with mountain gorillas in Rwanda. Only permitting development projects near protected areas and in wildlife corridors in synchronicity with ecotourism initiatives and job creation Improving livelihoods through jobs in sustainable development Identifying ecosystem services provided by habitats and species and prioritizing their protection, including through information campaigns on social media and with village outreach	Holding workshops to teach farmers best practices to reduce input costs, improve yields, and lower pesticide use. Encouraging university student projects with local farmers to aid transfer of knowledge

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
AFORPOLIS	(i) A fundamental precondition would consist of identifying the formal and informal interests of key actor groups from different policy sectors related to the governance of forestland ecosystems in the Congo basin; (ii) Exploring more realistic options to increase the power resources of pro-sustainability state bureaucracies (environmental or ecological administrations) which are often weak entities within the government. (iii) Encouraging more interactions and collaborations between conflicting state bureaucracies such as the ministries in charge of agriculture, forestry, environmental and land issues.	Development of forest certification in the Congo basin cannot be efficient as long as the wood and timber products exported from this region to Asian markets (mainly China and more and more Vietnam) would be out of the forest certification regimes. For this reason, there is a need to better understand why do Chinese logging companies and their allies/sub-contractors avoid forest certification? What can be done to involve them? To what extent can the Chinese timber legality mechanisms and related regulations contribute to reduce the social and ecological damages of Chinese operators in the Congo basin countries? At local level, the failure and informality of domestic wood market have been identified as an important blockage for sustainable forest management in some Congo basin countries like Cameroon. It would be useful to explore small-scale eco-labelling alternatives to frame domestic wood markets in the Congo basin. Such alternatives should also be extended to charcoal and wood- energy sector since about 70 % of the local populations in that region depend on fuelwood and charcoal for cooking.	In a recent study, it has been highlighted that high transaction costs and the risks of patronage and cronyism in Patron-Client relationships that feature eco-labelling standards are the main reasons for the low level of commitment of logging companies to forest certification in the Congo basin. Specific studies addressing issues of transaction and opportunity costs that influence the decisions of logging companies to adopt or reject forest certification would be a good starting point in identifying new or more consensual economic models of forest-related ecolabels (forest certification, 'zero- deforestation', etc.).	The major constraints for the development of successful eco-tourism in central Africa are: the recurrent and proliferation of areas of insecurity, cronyism and austere behaviour of key state bureaucracies who should contribute in reinforcing the country's attractiveness (visa services of some Cameroonian embassies and consulates, cronyism of the police services, etc.), the lack of efficient and reliable airline companies in/across the majority of central African countries, dangerousness of national roads, the relative poor visibility of the national touristic richness, etc.			Keeping in mind that even at local level, forest degradation and deforestation practices are often linked to transnational markets. Providing land tenure security to peasants, including for those of local populations who would like to maintain forest cover in their forestlands. Improving an agro-ecological productivity of shifting cultivations systems by addressing the issues of soil fertility, basis agricultural equipment, health insurance systems for peasants, improving and regulating the access of harvests from small-scale agriculture to domestic markets, etc.
Contributions des membres du collège des multilatéraux							
GVTC	Dialogue inclusif, cadre institutionnel approprié, transparence et responsabilité	Gouvernance forestière	Gouvernance forestière, traçabilité, régulation des marchés	Manque d'infrastructures, question de sécurité, marketing pour les produits de la région	Crédit carbone (PSE), Économie Verte Inclusive, Système bancaire vert, Énergie hydroélectrique	Économie verte Inclusive, mais d'abord PSE	Augmentation de la productivité à travers une professionnalisation / modernisation Moderniser le système foncier et titrage des terres
Contributions des membres du collège régional							
MINFOF	Accompagner les pays de la sous-région dans une démarche d'affectation des terres à des utilisations offrant les plus grands avantages durables. Un accent particulier devrait être accordé aux zones protégées, au droit à la propriété privée, aux droits des populations et collectivités autochtones et autres collectivités locales et au rôle économique des femmes et éventuellement des minorités dans le secteur agricole et le développement rural.	Comment résorber la concurrence des bois de sources douteuses ; Comment accéder aux exigences de légalité qu'impose le marché extérieur ; Comment accéder à certains marchés exigeants en termes de labélisation ; Partant du postulat selon lequel la certification forestière est un processus volontaire dans le cadre duquel le certificateur évalue la qualité de la gestion et de la production d'une forêt par rapport à un ensemble de normes déterminées par une organisation de certification, il devient difficile de l'imposer aux concessionnaires. Toutefois, le Cameroun comme d'autres pays de la sous-région, s'est doté d'instruments juridiques qui, si bien respectés, devraient faciliter l'accès des entrepreneurs forestiers à la certification de l'origine légale ou de bonne gestion, encore faudrait-il qu'ils en fassent, à titre volontaire, la demande auprès des organismes de certification de leur choix.	Nous pensons que la certification, l'approche « zéro déforestation » et même l'approche « haut stock de carbone », peuvent être efficaces dans l'optimisation de la durabilité des activités agroindustrielles et minières . Avec de tels outils innovants, les producteurs de matières premières pourront identifier la valeur des forêts en termes de stock de carbone et de biodiversité, et ainsi réaliser leur engagement de mettre fin à la déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement en identifiant préalablement les zones de terres propices au développement des plantations ou de la mine, et les zones	Développer des infrastructures d'accueil et les voies d'accès aux aires protégées et sites d'observation ; Promotion des aires protégées basé sur leur potentiel ; Facilitation de l'entrée des touristes ; Construire des modèles adaptés aux communautés locales (culture, artisanat et autres produits locaux)			

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo							
5. Utilisation durable des terres							
	Quelles conditions préalables pour une planification opérationnelle, compte tenu des attentes des différents types d'acteurs ?	Défis du marché pour le bois durable dans la région ? La certification peut-elle devenir une dynamique plus importante ?	Dans quels autres secteurs la certification et les approches zéro-déforestation peuvent-elles s'appliquer ? Bonne pratiques ?	Défis et perspectives pour un développement réussi de l'éco-tourisme dans le bassin du Congo ?	Autres initiatives réussies en matière de création de valeur ajoutée pouvant devenir des vecteurs de durabilité ?	Quelles sont les possibilités d'intégration de la biodiversité dans les systèmes nationaux de planification (<i>mainstreaming</i>) ?	Comment freiner la progression de l'agriculture itinérante sans porter préjudice aux intérêts légitimes de la population du bassin du Congo ?
		Par ailleurs, nous pensons qu'un allègement des coûts directs et indirects liés à l'application de la certification sera un bon début d'incitation à l'adoption volontaire de cet outil. A défaut, qu'un appui substantiel soit apporté au processus de certification par des donateurs volontaires. Pour illustration, en moins de quatre ans, le Cameroun est parti de sept entreprises certifiées à une seule à date.	forestières à protéger dans le long terme. Pareillement, une telle approche garantit les droits d'utilisation des terres et des moyens de subsistance des communautés traditionnelles.				

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo			
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité			
	Quels risques liés à l'accroissement des contacts homme / faune sur le plan sanitaire global ?	Le COVID 19 constitue-t-il un risque pour les populations des grands singes ?	Impact financier probable de la crise sanitaire sur les stratégies des bailleurs. Quels discours pour que la biodiversité reste une priorité ?
Contributions des membres du collège de la société civile			
CEFDHAC Rwanda	Avec l'expérience capitalisée des maladies résultant de tels contacts (sida, Ebola, Corona virus), il est grand temps que l'homme garde des limites de contacts avec les animaux sauvages. L'on peut par exemple les étudier avec précaution mais surtout éviter de manger n'importe quoi ou jouer avec.	Je pense qu'il ne faut pas de théories pessimistes sur ce cas, les animaux sont maintenant dans les aires protégées, la grande partie de la population est préoccupée par le confinement à cause du Corona Virus. Je ne pense pas maintenant les gens aillent faire le braconnage au moment où les autres personnes sont confinées ; d'ailleurs des lois reste en vigueur restent dans l'application et le contrôle social est aussi là !	Tout dépendra de la durée de la pandémie ; si elle va durer au-delà de la période raisonnable, c'est normal la carte du monde devra changer. Mais dans le cas contraire, la machine sera certainement relancée et la biodiversité continuera sa voie de développement.
Contributions des membres du collège des ONG internationales			
TRAFFIC	Lack of health consideration in the use, transport, handling and consumption of wild meat / bushmeat, low vaccination coverage in the regions, lack of disease surveillance. Needs continued in depth research work related to zoonoses and wildlife trade.	Disease transmission, increasing poaching and potential illegal trade due to potential reduction in protection due to funding challenges due to the decrease of valuation for instance through tourism.	Within the One Health narrative, protecting the integrity of biodiversity and ecosystem health is just as important as protecting human, wildlife and domestic animal health. So, an integrated approach is imperative to reduce the risk of a recurring pandemic breakouts. This would also need continuing studies and coordination of action between World Health Organization (WHO), the World Organization for Animal Health (OIE) and the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) as well as by the Collaborative Partnership on Sustainable Wildlife Management (CPW).
WCS	The commercial bushmeat trade from the forest to urban consumers presents one of the greatest risks to potential zoonotic viral spillovers leading to pandemics. Please see attached the WCS position paper on the commercial bushmeat trade, zoonotic disease risk and recommendations for addressing this. Please also note the broader risk of increased contact related to degradation of intact ecosystems. A second WCS report, also	Potentially very significant. There are contexts which can be controlled (ie tourism). However, if govt and public health capacity to detect, isolate and manage cases remains largely insufficient, then ecosystem degradation –in particular at forest frontiers, where hunters, miners and loggers increasingly penetrate intact forest areas – will accelerate the likelihood of bringing the virus to wild ape populations.	

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo			
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité			
	Quels risques liés à l'accroissement des contacts homme / faune sur le plan sanitaire global ?	Le COVID 19 constitue-t-il un risque pour les populations des grands singes ?	Impact financier probable de la crise sanitaire sur les stratégies des bailleurs. Quels discours pour que la biodiversité reste une priorité ?
	attached, addresses this		
WWF	<p>Conflits Homme-Faune notamment ceux liés à la déprédation des cultures par la faune</p> <p>Commercialisation de la viande de brousse des espèces potentiellement porteurs de zoonoses</p> <p>Dégradation des forêts vierges (deforestation fronts)</p>	<p>La propagation du corona virus représente un danger pour les populations menacées de gorilles, de chimpanzés, de bonobos et d'autres grands singes. Il est connu que des grands singes sont sensible a des infections respiratoires des virus très similaires (avec des impacts potentiellement mortelles), donc il est très probable que Corona affecte les grands singes négativement.</p>	<p>Plusieurs rapports et études récents font déjà le lien entre la dégradation de l'environnement et spécifiquement du couverture forestière et l'évolution des pandémies. Une approche 'One health' qui prends en compte des mesures qui se focalise sur la santé de l'habitat, la biodiversité (incluant les espèces sauvages et de bétail) et de l'homme devraient être intégré dans des projets de conservation. Plusieurs types de telles projets surtout dans de site de l'écotourisme avec des grands singes existe déjà dans la région (TNS et Campo) est pouvant servir d'exemple.</p> <p>Le bassin du Congo, l'un des points chauds de la biodiversité mondiale, qui subira des changements massifs d'utilisation des terres au cours des prochaines années et décennies, offre un laboratoire naturel pour une meilleure recherche, compréhension et prévention des maladies émergentes comme COVID pour développer des mesures et stratégies adéquat en fin d'éviter des flambées pandémiques.</p> <p>Faire une évaluation de la contribution de la biodiversité a la lutte contre le Covid 19 dans les pays Africains de manière générale. Quel a été l'apport de la biodiversité dans la lutte contre Covid (Madagascar avec le Covid organique, le Cameroun avec la solution de Mgr Kleda...)</p>
ZSL	<p>Many of the common illnesses affecting human populations including influenza and the common cold originated in non-human animals, and some more recent additions that have seriously impacted human health include Ebola and HIV/AIDS. It is therefore highly likely that future zoonotic infection will occur. The main question is how to track the emergence of such diseases and how to prepare human society for the</p>	<p>All wild ape populations that are contacted frequently by humans either for research or tourism are highly likely to be infected by human respiratory viruses after a few years of exposure. Therefore, hygiene measures must absolutely be put in place wherever that kind of continued exposure is likely, irrespective of this particular coronavirus. There has not been any confirmed infection of great apes with COVID-</p>	<p>We have no direct evidence that coronavirus is negatively affecting biodiversity, but if the virus interrupts alternative income generating activities such as farming and livestock (primarily due to a collapse in local markets) then this is likely to result in a return to hunting. Disruption of law enforcement may result in increased IWT related crime, assuming that the LE activities were effective, which may not</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo			
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité			
	Quels risques liés à l'accroissement des contacts homme / faune sur le plan sanitaire global ?	Le COVID 19 constitue-t-il un risque pour les populations des grands singes ?	Impact financier probable de la crise sanitaire sur les stratégies des bailleurs. Quels discours pour que la biodiversité reste une priorité ?
	<p>disruption that we have seen occurs during the current COVID-19 pandemic if mitigation and adaptation measures are not adequately prepared. Precautions should be put in place in all projects that involve potential contact between humans and wild animals, including instructions not to touch dead animals, particularly primates, to avoid direct contact with wild animals and to always cook thoroughly all wild meat before consumption. There are also risks associated with handling wild meat and proper sanitation measures should be observed with hand-washing and avoiding potential contamination of eating places.</p> <p>It should be noted that a major vector for zoonotic infection is through domesticated animals becoming infected during contact with wild animals and then infecting humans. This is more likely to be a cause of zoonotic infection in conservation projects that work with human communities than direct transmission from wild populations and monitoring and testing measures here should be set-up.</p>	<p>19, but it is highly likely that it will occur if longterm exposure to untested humans continues. All projects that bring humans into close contact with great apes need to have rigorous testing procedures in place before re-opening.</p> <p>Staff in logging concessions (including drivers etc), which often involve disruption of previously undisturbed forest, should be trained to always report any observation of dead animals observed, especially great apes.</p>	<p>always be the case. Commercial bush meat hunting may even have decreased due to limited opportunity to transport to market and the closure of markets.</p> <p>At an international level, closure of borders including airports will have disrupted the transit of IWT related products. We do not know whether stock-piling has continued during this period. Judicial processes have been disrupted and court procedures slowed down.</p> <p>A key area to focus on in the future is in protecting local communities from the disruption caused by a breakdown of normal economic function under the current and future pandemics, which drives them toward increased engagement in IWT related activities. Protecting local markets will be important.</p>
Contributions des membres du collège du secteur privé			
INRERHOLCO	<p>le risque de contact zoonotique est là, mais des communautés saines ne pourront pas être infectées facilement par les animaux. Il convient, de garder une approche holistique et paysagère : il reste essentiel de donner aux communautés des moyens de subsistance alternatifs et d'autres sources de revenus. La chasse reste une activité traditionnelle, mais si les communautés avaient d'autres moyens économiques, la pression sur la faune pourrait diminuer et, avec elle, les occasions de contact exposant les communautés au danger de la propagation d'infections mortelles. Les mécanismes évoqués sur la page 1 et 2 donnent des exemples.</p>	<p>C'est possible, mais il y'a certainement d'autres virus qu'on ne connaît pas et présent dans les mammifères. Le risque avec Ebola était réel, on estime que une grande quantité de gorilles sont mort à cause d'Ebola, mais difficile à prouver / confirmer. COVID 19 semble moins létale que EBOLA.</p>	<p>Le rôle des sociétés forestières pouvant s'allier avec les Etats et les communautés, surtout en matière d'étude de plantes médicinales déjà connues, telles que l'Artemisia annua ou afra (dont l'étude a valu le prix Nobel au docteur chinois Youyou Tu en 2015) et la Vernonia amygdalina (dont le US National Library of Medicine et la FAO ont publié des études). Ces plantes sont connues pour leurs propriétés anti-inflammatoires et anti-malaria, et déjà commercialisé et produit pour le traitement de palud (Arthemeter, Artesunate, en combinaison souvent avec Lumefantrine). Si ces médicaments sont montrés d'avoir un effet</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo			
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité			
	Quels risques liés à l'accroissement des contacts homme / faune sur le plan sanitaire global ?	Le COVID 19 constitue-t-il un risque pour les populations des grands singes ?	Impact financier probable de la crise sanitaire sur les stratégies des bailleurs. Quels discours pour que la biodiversité reste une priorité ?
	- Le transfert vers des gros marchés en ville est un risque, d'où l'importance de contrôler et diminuer le commerce de la viande de brousse vers les villes. Ce n'est pas durable non plus si les grands centres urbains reçoivent la viande de brousse.		positive pour le traitement de COVID 19, ceci pourrait amener au développement d'une pharmacopée locale dans le traitement précoce du virus, ce qui pourrait éviter que l'état de santé des communautés et des habitants des pays de la région s'aggrave.
Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche			
RIFFEAC	Contamination futures Risque de perpétuation du virus du fait que les animaux se déplacent, avec pour impact leur dissémination ultérieure	Oui, car les animaux vivent en communautés et ne portent pas de masque, n'ont pas de notion de la distanciation sociale Il serait impossible voir très difficile dompter les animaux vis-à-vis du covid-19	Recherche et moyens d'adaptation in situ des animaux sauvages vivants avec le virus Etudes des comportements in situ et ex situ des animaux vivants avec le virus
INSTITUT NAT. SC BELGIUM	New pandemics are programmed with deforestation and bushmeat markets and trade	These species may be susceptible to the virus and/or may serve as reservoir for further virus evolution and recombination; as park managers and guards are affected their protection may decline.	Preventive measures such as conservation and fighting poaching and deforestation Local medical health professionals, veterinarians, wildlife researchers, policy makers should work collaboratively to better understand routes of transmission and identify high risk areas of zoonotic outbreak. Creation of a zoonotic disease response team with members from several different professions to account for the numerous ways in which a new pandemic may affect local communities and society at large Routine testing for zoonotic pathogens within wildlife markets, tracking database to monitor areas of concern and identify potential new areas of concern
DREXEL UNIVERSITY	Continued operation of high-profit urban/commercial wildlife markets will promote zoonotic transmission. Little hygiene requirements for wildlife markets (even those that are illegal) increases risk of viruses jumping species. Cultural significance of large mammal and primate consumption presents a high risk of virus species jumping. Increased development turns remote regions into more accessible hunting grounds allowing for more direct human-wildlife conflict, specifically by hunters carrying freshly killed wildlife with unsafe hygiene practices. Recent analysis of data collected from the BBPP's illegal wildlife consumption study has provided evidence that large-scale epidemics decrease demand for illegal wildlife: The BBPP's Semu market dataset is the longest running illegal wildlife market dataset of its kind in the world. Data is collected daily at the Semu		

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo			
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité			
	Quels risques liés à l'accroissement des contacts homme / faune sur le plan sanitaire global ?	Le COVID 19 constitue-t-il un risque pour les populations des grands singes ?	Impact financier probable de la crise sanitaire sur les stratégies des bailleurs. Quels discours pour que la biodiversité reste une priorité ?
	<p>market, the largest wildlife market on Bioko, including information of carcass type, origin, capture methodology and more.</p> <p>22 years of data from the Semu market were used with predictive modeling techniques to quantitatively estimate the impact of major events and conservation changes over the previous decades.</p> <p>The Ebola crisis of 2014 had the largest impact on market dynamics. Specifically, our model suggests that the stigma surrounding the Ebola epidemic reduced demand for primates being sold in the Semu market.</p> <p>These results suggest that the public is aware of the risks associated with increased human-wildlife conflict and that this topic could be used as a pillar of successful conservation initiatives.</p> <p>The BBPP also conducts a suite of other illegal wildlife research projects including: surveys of secondary illegal wildlife markets, hunter surveys, restaurant surveys, and roadside stand surveys (coming soon).</p> <p>Results from these studies confirm the presence of additional markets on Bioko Island and therefore increased changes for zoonotic transmission from wildlife to humans.</p> <p>Hunter and restaurant survey results have described a decentralization of the illegal wildlife market on Bioko Island. This means that illegal captured wildlife does not always get transported directly to the major illegal wildlife hub of the island (Semu market), but instead is sold directly to consumers, at restaurants, or in markets/roadside stands much closer to the location of capture.</p> <p>Increased supply points in the illegal wildlife commodity chain will create a higher risk of virus crossover events. Continued development and urbanization will encourage the development will promote the development of more supply points within the illegal wildlife economy.</p>		
AFORPOLIS	<p>Recent scientific works have revealed that about 70% of the infectious diseases that can be transmitted from animals to humans (Zoonosis) have been originating in wildlife since the second half of the 20th century. Among these Emerging Infectious Diseases (EIDs) caused by human-wildlife interactions, some of them emerged from the Congo basin forests such as viruses that led to the HIV/AIDS and Ebola pandemics. As regards with the Corona virus, the most plausible scientific hypothesis pointed out that COVID-19 was probably transmitted from wildlife to human through Pangolin in an informal market of wildlife trafficking in Wuhan, China. Here, the Congo basin forests may also play an important role in future related pandemics. Since it is estimated that between 0.4 to 2.7 million pangolins are hunted annually in Africa and more particularly in central Africa to supply Asian informal wildlife markets, especially in China.</p>	<p>The growing planetary concerns about Emerging Infectious Diseases (EIDs) caused by human-wildlife interactions, could contribute to assimilate wildlife and endangered animal species as the scapegoats of the COVID-19 pandemic. This confusion could significantly increase illegal poaching and global wildlife trafficking in/from the Congo basin countries. While forgetting that the origin of these human-wildlife relations and the related EIDs is initially due to massive deforestation and biodiversity loss which substantially contribute to the fragmentation of wildlife habitats.</p>	<p>Here, a science-policy approach as promoted by AFORPOLIS would provide a great contribution as regards with the interlinkage between emerging infectious diseases that can be transmitted from animals to humans (Zoonosis) biodiversity loss and global wildlife trafficking in the Congo basin forest region. A key issue to be addressed here would consist of questioning: Why does global wildlife trafficking from/in the Congo basin forests persist despite increasing scientific knowledge on the impacts of human-wildlife contacts on the emergence of Infectious Diseases and related pandemics? By supporting such a science-policy and research-development approach, the Congo Basin Forest Partnership would provide a decisive contribution to the post COVID-19 era in central Africa.</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo			
6. Liens entre crise sanitaire mondiale (COVID 19) et biodiversité			
	Quels risques liés à l'accroissement des contacts homme / faune sur le plan sanitaire global ?	Le COVID 19 constitue-t-il un risque pour les populations des grands singes ?	Impact financier probable de la crise sanitaire sur les stratégies des bailleurs. Quels discours pour que la biodiversité reste une priorité ?
Contributions des membres du collège des multilatéraux			
COLLEGE			Importance de créer un fond d'urgence COVID19 Publications de la FAO, de l'OIBT et du PNUE
GVTC	Risques de contamination avec nouveaux microbes / bactéries / virus	Risques majeurs du à un manque d'information et de connaissances	Inclure aspects biodiversité dans les stratégies de lutte contre le COVID 19
Contributions des membres du collège régional			
MINFOF	Persistence du braconnage ; La consommation de la viande de brousse ; L'utilisation des trophées dans la pharmacopée ; La recherche non orthodoxe ; Les conditions climatiques et environnementales.	On pourrait penser que oui, vue la proximité des génotypes de ces espèces proche de l'homme.	Renforcement du suivie écologique de la faune sauvage ; Renforcement de la recherche dans les aires protégées en matière de zoonoses ; Renforcement de la surveillance épidémiologique dans les aires protégées.

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo		
7. Autres thématiques jugées importantes par les partenaires du PFBC		
	Comment optimiser la coordination des engagements, des stratégies, des programmes et des initiatives existantes, pour créer des synergies ?	Autre thématique jugée importante pour les priorités du PFBC ?
Contributions des membres du collège de la société civile		
ROSCEVAC	Autres thématiques : (a) les chaînes d'approvisionnement de produits forestiers d'origine légale et durable (LSSC), (b) la gestion durable des forêts, (c) les industries forestières durables, (d) la bourse des bois et l'information économique sur les marchés des bois tropicaux, (e) les plans d'atténuation et d'adaptation aux effets des changements climatiques, (f) les contributions pays aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et (g) la gouvernance climatique et l'implication des acteurs non-étatiques dans la mise en œuvre des CDN/NDC au niveau pays. (a) la communication sous-régionale à travers le RECEIAC, (b) les financements et stratégies de levée de fonds, (c) les coopérations et partenariats stratégiques durables, (d) le développement organisationnel des ministères en charge des forêts, de l'environnement et du climat des pays du Bassin du Congo, (e) l'opérationnalisation et l'actualisation future du plan de convergence COMIFAC, (f) les synergies d'actions des agendas 2030 et 2063 et stratégies de développement des pays membres, (g) le cadre d'engagement de la société civile au niveau pays, (h) la formation, la recherche et l'innovation, (i) l'évaluation environnementale des sites industriels et des services environnementaux, (j) l'opérationnalisation du système de l'Economie Verte en Afrique Centrale (SEVAC) en soutien au développement de l'économie verte, dialogues (Chine, Russie, USA, UE), rôles/missions (attendus) de la COMIFAC et du PFBC et (k) uniformiser les appuis de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI) aux sociétés civiles des pays membres.	
CEFDHAC Rwanda	Exploiter et mettre en œuvre tous les moyens de communication existant au monde Favoriser les échanges entre les parties prenantes, partenaires et les pays pour profiter des leçons apprises des uns et des autres	La conservation durable des écosystèmes forestiers du BC sera efficace suivant quel degré et efforts la jeunesse actuelle sera impliquée en la matière pour assurer la continuité dans le temps. A cet effet, la génération actuelle à le devoir de les former et de les intéresser sur ce sujet.
Contributions des membres du collège des ONG internationales		
AWF		Intégrer plus d'autres acteurs privés qui ont un impact sur les forêts et développer un standard gestion durable pour l'activité minière
CLIENT EARTH		Effort to ban wildlife trade with focus on consumption markets Actions to improve timber import policy regulations in import countries to reduce illegal timber trade
TRANSPARENCY INTERNATIONAL		Questions de transparence et lutte contre la corruption
TRAFFIC	The key thing is the need for COMIFAC Member States to follow up on the commitments they have all given in the international fora – and to become accountable for whatever they committed!	
WCS	Overarching programs like SWM and CARPE bring partners together, and the more we can harmonize approaches in M/E, conservation, and community engagement, the stronger we will be. Solid, successful initiatives, and the training modules for new conservation generations are always welcome. COMIFAC as a platform needs to be significantly strengthened if it is to play this role.	
WWF		Conflits et traumatismes liés à la conservation Exploitation minière Outils et indicateurs de biomonitoring
ZSL	Considerable funds and activities are being carried out and have been implemented over the past several decades, for example the EU's ECOFAC programme which is in its 6th iteration, and KfW funded Programme for the Sustainable Management of Natural Resources in the South West of	

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo		
7. Autres thématiques jugées importantes par les partenaires du PFBC		
	Comment optimiser la coordination des engagements, des stratégies, des programmes et des initiatives existantes, pour créer des synergies ?	Autre thématique jugée importante pour les priorités du PFBC ?
	<p>Cameroon, among others. What is clear is that while individual projects make some difference to individual communities and protected areas in the short term, while the projects are live, there is little cumulative progress over the longer term. It would be a very generous and optimistic reading of the situation in Central Africa today to claim that things are generally better than they were thirty years ago regarding biodiversity conservation. Many projects do not insist on adequate monitoring and evaluation measures being put in place at the project's inception and then spend considerable energy and resources trying to put this in place after the project has begun. It is clear that funders and implementers are not paying due attention to sharing 'lessons learned' and 'lessons not learned'. Greater effective communication and sharing of experience is required. Often implementing partners are blamed for failures and shortcomings because it is easier than the donors accepting responsibility for poorly conceived project design and failure to understand the reasons for past failures.</p> <p>There are some reasons to be positive concerning global progress in biodiversity conservation in central Africa over the last few decades. Although we can point to some successes, generally things are not improving quickly enough. Together we need to identify why not and what to do about it.</p>	
Contributions des membres du collège du secteur privé		
COLLEGE		<p>Dialogue avec la Chine</p> <p>Lors des discussions de l'ATIBT (Françoise et Robert) avec la Chine, essayer de voir si GGSC ou CTWPDA ne voudrait pas devenir membre du PFBC, ou qu'est-ce que les freine pour le devenir. Il est à noter qu'il n'est pas très clair encore quelle influence le GGSC a sur les opérateurs chinois en Afrique, mais le PFBC pourrait y jouer un rôle en prenant des initiatives.</p>
Contributions des membres du collège de la formation et de la recherche		
RIFFEAC		Créer ou redynamiser les plateformes multisectorielles et mettre en place une stratégie avec des acteurs et des objectifs cibles dans le temps.
DREXEL UNIVERSITY	<p>Implementation of more collaborative efforts and partnerships like the "One Health" initiative as mentioned above – e.g. creation of "One Health" taskforce consisting of members from all aspects of society (e.g. science, business, politics, healthcare, law enforcement) charged with monitoring incidence of zoonotic disease within the region; ensuring procurement of adequate medical supplies for local health care systems in preparation for potential future outbreaks; establishment of standard and enforceable business/social protocols for combating and mitigating future outbreaks; and education of general population regarding disease prevention, transmission and overall health risks.</p>	<p>Conservation games – Bioko Uno: card game based on the popular "Uno" card game; exposes players to common and/or charismatic Bioko fauna via pictures and interesting facts associated with each animal; introduces actual conservation personnel working in EG (e.g. eco-guard) and familiarizes players with general conservation themes (e.g. maintaining protected areas, impacts of hunting)</p> <p>Direct exposure of primary/secondary students to conservation research efforts – "Meet the Scientists Day": educational initiative where local students of various ages are exposed to research and conservation activities over the course of a day. In the past, these activities have included a bird banding station, amphibian life cycle station, sea turtle biology station and several craft stations with conservation themes where students create their very own keepsake to take home (e.g. DNA bracelets, monkey facemasks, butterfly cutouts, animal paintings)</p> <p>Promote ownership and stewardship of local biodiversity via environmental clubs, internships, and public service campaigns - "Bioko Big Brother/Big Sister Program": support program to encourage and aid</p>

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo		
7. Autres thématiques jugées importantes par les partenaires du PFBC		
	Comment optimiser la coordination des engagements, des stratégies, des programmes et des initiatives existantes, pour créer des synergies ?	Autre thématique jugée importante pour les priorités du PFBC ?
		prospective students with enrollment in undergraduate degree programs via tutoring, academic training, application assistance, and general mentorship; environmental conservation clubs where students are exposed to conservation themes via games and presentations, participate in active conservation activities (e.g. beach clean-up, planting trees) and help design original practical initiatives for promoting conservation within their community
UCLA	Capacity Development is critical in order for the Congo Basin to reach its potential. To be high impact, capacity development must be “multi-touch” and targeted to what African scientists need. The most effective capacity development programs provide opportunities in situ across a long time scale, creating a comprehensive pipeline for African scientific development. Results from CBI’s limited longitudinal study of program participants suggests our multi-touch model is highly effective at developing African scientists and helping them acquire the tools to practice professionally in the Congo Basin, but the scale is still small. CBFP has the opportunity to play an important role in capacity development, and such efforts are critical to the sustainability of CBFP’s programming.	
Contributions des membres du collège des multilatéraux		
GVTC	Implication du PFBC dans des actions terrain : gouvernance, renforcement institutionnel, démocratisation de la GRN, gestion des AP et zone tampon, finances durables, etc	
Contributions des membres du collège régional		
MINFOF	Créer ou réactiver et rendre opérationnelle les plateformes des partenaires techniques et financiers ; Définir une périodicité des rencontres au sein des dites plateformes ; Encourager la désignation des points focaux au niveau des départements ministériels concernés par l’initiative ; Développer des communications permettant la coopération et la compréhension mutuelle ; Impliquer les organisations de la société civile spécialisées dans les domaines concernés ; Renforcer les capacités individuelles des acteurs autour des projets collectifs et fédérateurs. De manière générale, le défi majeur pour les pays de la sous-région Afrique centrale consiste en la recherche de meilleurs compromis au niveau de	La problématique de la transhumance et l’orpaillage dans les aires protégées

Utilisation durables des terres et autres thématiques pertinentes pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo		
7. Autres thématiques jugées importantes par les partenaires du PFBC		
	Comment optimiser la coordination des engagements, des stratégies, des programmes et des initiatives existantes, pour créer des synergies ?	Autre thématique jugée importante pour les priorités du PFBC ?
	<p>différents sectoriels en charge de la gestion des forêts et de l'environnement, à la cohérence des politiques nationales et leur harmonisation au niveau sous régional, ainsi qu'à la mise en œuvre du Plan de convergence de la COMIFAC, en vue de concilier les enjeux de gestion durable des forêts et de développement des pays, dans la perspective de leur émergence.</p> <p>Pour cela, il devient de plus en plus impératif de maîtriser l'empreinte écologique et l'empreinte carbone du développement – d'éviter d'atteindre les seuils écologiques critiques et de bio-capacité nationale, en contrôlant la conversion des terres forestières, en verdissant les chaînes de valeur industrielles, en contrôlant la consommation des ressources forestières, etc.</p>	